

fr

AP

défense de Occident

Maurice BARDECHE :
Les grèves de pression

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

SEP 11 1970

PERIODICAL
READING ROOM

François D'ERCE :
Les causes historiques de la dégénérescence de
l'Allemagne

Hans Jürgen NIGRA :
Bayreuth d'après-guerre ou Une conspiration
avortée

J.-M. DE BOISSARD :
Drieu La Rochelle et la guerre (II)

DOCUMENTS :
L'opposition libérale en U.R.S.S. : le mémorandum
Sakharov et l'affaire Grigorenko

LES SEPT COULEURS, 17, rue Bréa - B.P. 46-06 - PARIS (6^e)
C.C.P. 2182-19 - PARIS

EN SOUSCRIPTION

Les Editions des Sept Couleurs vont publier au mois de novembre prochain une étude du grand critique américain Thomas Molnar, professeur à l'Université de New-York, sur Jean-Paul Sartre sous le titre *Sartre philosophe de la contestation* (un volume in-16 jésus de 220 pages brochées).

Cette pénétrante étude, très complète par son information et très objective de ton, est la meilleure présentation qui existe actuellement de la pensée de Sarthe : elle en montre parfaitement le caractère passionnel, les prémisses contre nature et les inévitables aboutissements idéologiques qui font de Sartre, malgré son désir d'indépendance, un satellite de la pensée marxiste.

Une édition de tête numérotée sur alfa, limitée à 120 exemplaires, peut être souscrite dès maintenant et jusqu'au 31 octobre au prix spécial de 44 F.

L'édition ordinaire peut également être souscrite dès maintenant pour le prix spécial de souscription de 16 F, prix qui sera valable seulement jusqu'au 31 octobre.

Nous espérons que cet ouvrage vous intéressera comme les précédentes productions des éditions des Sept Couleurs et nous vous prions d'agréer, M..., nos salutations distinguées.

LES SEPT COULEURS

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

M

Adresse

désire souscrire à exemplaire (s) de *Sartre philosophe de la contestation*, par Thomas Molnar.

en édition originale numérotée au prix de 44 F l'exemplaire (1)

en édition ordinaire au prix de souscription de 16 F (1).

Ci joint F en mandat, chèque bancaire, virement postal (1) à l'adresse des *Sept Couleurs*, 68, rue de Vaugirard, PARIS (6^e).

(1) Rayer la mention inutile.

Signature :

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17^e année

Septembre-Octobre 1969 — N° 84

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Les Grèves de pression* 3
- François D'ERCE : *Les causes historiques de la dégénérescence de l'Allemagne* 10
- Hans Jurgen NIGRA : *Bayreuth d'après-guerre ou Une conspiration avortée* 31
- J.-M. de BOISSARD : *Drieu La Rochelle et la guerre (II)* 42
- Bernard LAZARD : *Origines et conséquences du « Talmud »* 52
- LA CHRONIQUE DES ARTS PAR F.-H. LEM :
Chefs-d'œuvre des arts indiens et esquimaux du Canada au Musée de l'Homme 58
- DOCUMENTS : *L'opposition libérale en U.R.S.S. : le mémorandum Sakharov et l'affaire Grigorenko* .. 62
- Rudolf Hess, le prisonnier du siècle* 78

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969.

Les grèves de pression

J'avoue que je m'émeus assez peu des plaintes qu'on voit exprimées en divers endroits sur l'interprétation abusive de la Constitution. Il me semble qu'aucune Constitution n'a jamais tout prévu et que toute Constitution est fatalement corrigée par une coutume qui la complète et qui en fixe les modalités d'application dans la pratique dont le législateur n'avait pas vu tous les détails. En revanche, il y a des altérations graves, des violations capitales de la Constitution et même des atteintes fondamentales au fonctionnement du régime que je vois avec étonnement qu'on tolère sans y prendre garde. La plus grave de toutes me paraît être la conception du droit de grève et l'évolution qui a fait d'un instrument revendicatif un instrument d'intervention politique, non prévu ni même mentionné dans la Constitution, et, en fait, plus efficace que les pouvoirs que la Constitution énumère et sur lesquels elle établit l'équilibre de l'Etat.

Le droit de grève n'est à l'origine qu'un refus concerté de se rendre au travail lorsque les travailleurs estiment que les conditions qui leur sont imposées sont injustes ou que leurs salaires, par suite de la loi implacable de l'offre et de la demande, sont devenus insuffisants. Ce droit, légitime en lui-même, est toutefois équivoque et il contient une contradiction qui l'oppose à tout fonctionnement correct et autonome du libéralisme : car il con-

siste, d'une part, à rejeter l'une des lois et même la loi fondamentale de tout libéralisme économique, celle de l'offre et de la demande, et, d'autre part, à contraindre les travailleurs qui seraient tentés de se soumettre à l'injuste nécessité, de coopérer à l'action décidée par les autres.

Le droit de grève ainsi conçu, tel qu'il était à l'origine, a en lui quelque chose de respectable, parce qu'il repose sur une épreuve difficile, volontairement acceptée par les travailleurs, la privation souvent dramatique d'un salaire d'autant plus nécessaire qu'il s'agit d'une catégorie plus défavorisée. Mais il perd ou risque de perdre ce caractère respectable par les conditions dans lesquelles la grève est décidée et appliquée. La guerre sociale que constitue la grève est généralement décidée à mains levées sur les lieux du travail dans des conditions qui, d'abord, sont peu claires, et qui, en outre, exposent les hésitants ou les timorés à toutes les formes de l'intimidation. Il peut arriver qu'une minorité décidée s'empare alors de la décision collective et impose par contrainte une grève alors que la majorité est hésitante ou hostile. Cette situation ambiguë s'est considérablement développée à mesure que le syndicalisme prenait de l'extension, puisque ce fut peu à peu un bureau syndical qui décida de la grève et qui répandit des *mots d'ordre* qu'on supposait être approuvés par la « base » sans vérification ou avec une vérification superficielle qui se passait dans le désordre et la confusion.

La pratique du droit de grève, pour qu'elle soit correcte et significative, exigerait donc, d'une part, un syndicalisme rénové, représentatif, honnête et indépendant, et, d'autre part, des mécanismes de consultation qui ne laissent place à aucun doute, conditions qui n'existent pas actuellement. Il est fréquent aujourd'hui, lorsqu'on interroge des grévistes sur la raison pour laquelle ils font grève, qu'on entende cette réponse : « Nous ne savons pas très bien, on nous a dit ce matin qu'il fallait cesser le travail... »

Une troisième considération interfère constamment avec le droit de grève. Le droit de grève, à l'origine, était

conçu comme la protestation des ouvriers d'une entreprise contre la direction injuste ou abusive de cette entreprise. La grève est devenue, peu à peu, non pas l'instrument qui paralyse une entreprise, mais celui qui paralyse une branche professionnelle tout entière. A ce titre, toute grève professionnelle a des répercussions sur l'activité d'autres branches professionnelles qui se trouvent immobilisées ou ralenties, et, par conséquent, sur l'économie générale du pays. Lorsqu'il s'agit des services publics, une grève, décidée dans des conditions incontrôlables par des groupes anonymes ou irrégulièrement investis, peut entraîner une paralysie plus ou moins longue de l'activité du pays tout entier et des pertes immenses pour son économie.

Le droit de grève a donc, de nos jours, des conséquences telles qu'il n'est plus, comme on le dit, une « gêne » pour le public, mais quelque chose d'infiniment plus grave, un moyen de chantage qui pèse sur la nation tout entière. C'est bien ce caractère qui lui a été reconnu franchement par la déclaration qu'a faite M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T., quand il a admis que la grève était actuellement un instrument destiné à « favoriser l'alternative démocratique », c'est-à-dire en termes clairs, à imposer la substitution d'un régime de Front Populaire aujourd'hui minoritaire devant la nation à une représentation élue par la majorité du corps électoral. La grève est donc devenue, d'instrument respectable de la revendication professionnelle qu'elle était, un instrument d'intervention politique puissant, illégitime, se donnant pour but avoué d'imposer par la contrainte des changements dont le pays ne veut pas.

*
**

Les gouvernements sentent tous si clairement leur faiblesse en présence de cette situation qu'aucun d'entre eux n'a le courage de faire appliquer la loi sur la grève qui existe, mais qui est une loi que tout le monde ignore et bafoue. Le pouvoir soi-disant « fort » du général de Gaulle s'est particulièrement signalé par sa faiblesse

lorsqu'il s'est trouvé en 1968 devant l'alternative de faire respecter cette loi ou de l'ignorer. Il faut avouer, au surplus, que cette loi est devenue maintenant un instrument insuffisant. La grève, telle qu'elle est conçue maintenant, est une force illégale qui s'oppose aux forces légitimes dont dispose le pouvoir, elle est un abus que le législateur ne peut plus réprimer et que seules des structures particulières peuvent détruire, elle pose, telle qu'elle est actuellement, une question d'autorité et d'honnêteté à laquelle une refonte complète du droit syndical est la seule réponse appropriée.

La base de tout fonctionnement correct du droit de grève devrait être, en effet, d'abord, une remise en ordre de la représentation syndicale. Quand un pouvoir existe, il faut ou le briser ou le reconnaître. Mais si on le reconnaît, il faut qu'il ait une existence juridique claire et des règles de fonctionnement donnant des garanties. Le pouvoir syndical, né de l'improvisation et de la lutte sociale, doit être transformé en un pouvoir d'intervention reconnu et contrôlé. Le fondement de ce pouvoir ne peut être que l'élection à bulletins secrets, dans des conditions analogues à celles des consultations politiques populaires, exigeant pour qu'un résultat soit valable et proclamé un *quorum* minimum. La rigueur et la clarté de ces désignations syndicales doivent être la base de toute présentation d'une action revendicative. Il n'est pas sûr que de telles élections éliminent complètement les fonctionnaires du syndicalisme qui ont tendance, par leur fonction même, à devenir des spécialistes abusifs de la revendication, mais elle donnera tout au moins à un syndicalisme probe, loyal et indépendant des partis, l'occasion de se manifester et d'avoir une part dans les décisions.

Le droit de grève, entièrement refondu, devrait être l'objet d'un *acte constitutionnel* comme il en existe en Angleterre et aux Etats-Unis, qui lierait les trois parties concernées, les travailleurs, les entreprises et l'Etat. Les grèves qui n'ont pas d'autre but, sous un prétexte revendicatif, que « d'user » le pouvoir et de préparer un changement de régime politique imposé par la contrainte, doivent apparaître pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des

actions illégales s'apparentant à un plan concerté d'action subversive et relevant de la notion de sabotage. En revanche, les grèves professionnelles régulièrement déclarées et ayant été soumises aux procédures d'arbitrage devraient être protégées par l'Etat, qui doit intervenir dans de telles grèves purement revendicatives non pas comme un appui inconditionnel du patronnat, mais comme un arbitre entre des parties dont les intérêts sont également respectables.

Enfin, il est évident que, pour faire face à des situations qui sont, par définition, des situations de force, dans lesquelles ceux qui représentent dans un secteur limité le nombre sont toujours tentés d'abuser de leur position favorable, il est nécessaire que l'Etat prévoie, pour les catégories professionnelles dont le fonctionnement est indispensable à la nation et tout particulièrement pour les services publics, des solutions de remplacement qui ne doivent pas être improvisées, mais qui doivent être élaborées d'avance, de manière à disposer en toute circonstance d'un système de substitution qui n'expose pas l'économie tout entière aux pertes que lui font éprouver certaines grèves. Quant aux occupations d'usines ou de lieux du travail et à l'appropriation du matériel par les grévistes, si la grève est illégale, ce sont des attentats à la propriété qui doivent être réprimés comme tels sans que l'Etat tolère en ce domaine la moindre défaillance, ou, si la grève est régulière, ce sont les pouvoirs publics qui doivent assurer eux-mêmes la neutralisation des lieux de travail et du matériel pendant tout le temps que dure le conflit, et, par conséquent, l'occupation des usines et la confiscation du matériel n'ont pas, dans ce dernier cas, à être prises en charge par le personnel.

*
**

Il ne faut pas se dissimuler que cette remise en ordre a peu de chances d'être réalisée par ces régimes faibles que sont par définition les régimes d'économie libérale. Elle doit nécessairement s'accompagner d'une politique de protection des intérêts des travailleurs et d'une vigi-

lance énergique de l'Etat contre les gains abusifs et les activités spéculatrices. On ne peut donner tort à l'*Union des Femmes françaises* d'obédience communiste quand elle reproche à Georges Pompidou de demander des sacrifices aux ménagères alors qu'il ne prend pas les mesures qu'on attend contre les spéculateurs. Dans la conférence de presse qu'il a faite, c'est un petit détail mais qui révèle toute une tournure d'esprit et tout un ensemble d'habitudes pratiques, que la demande qu'il a adressée aux femmes de différer l'achat d'une machine à laver ou d'une machine à faire la vaisselle. Georges Pompidou a oublié, parce que c'est trop loin de lui, de quelle fatigue, de quel surcroît de travail, de quelle nervosité, on paie dans la vie moderne l'absence de ces instruments indispensables. Quand il demande à une femme d'attendre encore plusieurs mois avant d'obtenir ce soulagement dont elle rêve parfois depuis longtemps, qui est pour beaucoup d'entre elles une sorte d'entrée dans une vie nouvelle, il n'est pas sûr qu'il se rende compte de la somme de sacrifices qu'il réclame, alors qu'il croit proposer une contribution qui lui paraît, à lui, de peu d'importance. Il n'a pas le droit de le faire, en tout cas, tant qu'il n'a pas engagé la lutte de la manière la plus énergique contre ceux qui n'ont pas besoin de machines à laver ni de machines à faire la vaisselle, puisque c'est leur maître d'hôtel qui est chargé du gouvernement de toutes ces belles choses, tant qu'il n'a pas fait un effort sincère et courageux pour briser les reins de ceux dont le luxe immérité est une insulte permanente à l'immense peuple des hommes qui vivent honnêtement de leur travail : car c'est un étrange aveu d'impuissance ou d'indifférence que de renoncer à découvrir même avec d'excellentes raisons, les spéculateurs qui ont gagné quelques paniers de millions en jouant sur une dévaluation que tout le pays doit supporter.

Un régime ne peut imposer une clarification de l'action syndicale que dans la mesure où il aura prouvé que la vie des travailleurs est quelque chose qu'il sent et qu'il comprend et que les intérêts des travailleurs, leurs salaires, leur niveau de vie, leur bien-être, ne sont pas

moins importants à ses yeux que la balance des exportations. Dans ces conditions-là seulement, ce régime se sentira justifié à entreprendre une remise en ordre et pourra demander sur ce point l'approbation du pays. Mais il faut bien avouer que l'orientation vers le libéralisme que Georges Pompidou donne à son gouvernement, et qu'il a peut-être raison de lui donner par opportunisme, l'amène nécessairement à accepter le fonctionnement des lois injustes de l'économie libérale et à ne faire rien d'autre, quand il parle de justice, que d'utiliser dans ses discours un mot qu'il ne peut pas transporter dans la réalité. L'autorité se paie par la générosité et le sens profond du devoir. La bonne volonté, et je suis convaincu que Georges Pompidou en est plein, n'est pas toujours un substitut suffisant de ces deux qualités austères.

Maurice BARDECHE.

Les causes historiques de La dégénérescence de l'Allemagne

L'histoire du monde germanique, *lato sensu*, c'est l'histoire de ce que nous appellerions le « cancer prussien », mais c'est aussi, à partir de la fin du Moyen Age, celle d'un ensemble bipolaire, ou bicéphale, ayant deux capitales antagonistes ou rivales et fort différentes l'une de l'autre : Vienne et Berlin. La première, tête d'une Allemagne libérale, pacifique, éminemment civilisée, voire raffinée, était pratiquement la seule capitale de l'ensemble germanique au Moyen Age et jusqu'au début des temps modernes, au contraire Berlin, de formation bien plus récente, était, à cette époque le cerveau d'un Etat de petites dimensions. Le Brandebourg, dont la population conservait de nombreux vestiges de barbarie, mais qui était remarquablement efficient et organisé, et qui, grâce en partie à l'intelligence de ses monarques (les Hohenzollern) allait progressivement agrandir son territoire au détriment des pays slaves et surtout de l'Allemagne, de façon lente, mais continue, jusqu'à l'époque contemporaine. Cet antagonisme présente, *mutatis mutandis*, de nombreuses analogies avec celui de Sparte et d'Athènes dans l'Antiquité. Examinons-en les phases essentielles au cours des siècles :

Le Saint-Empire romain germanique était un « colosse aux pieds d'argile » ; ce n'était pas un Etat, mais une confédération de nombreux Etats allemands associés

selon des liens très lâches, d'ordre spirituel et sentimental plus que politique. C'était un ensemble de style féodal beaucoup moins fortement intégré que ne l'avait été quelques siècles auparavant l'Empire de Charlemagne.

A la différence des autres Etats allemands, le Brandebourg et la Prusse étaient sans cesse dominés par le souci de l'efficacité, car les Hohenzollern, âpres au gain, avaient un sens très vif de leurs intérêts. Depuis la *Disposition Achillea* (1473), il était convenu qu'à chaque vacance du trône de l'Electeur de Brandebourg, le domaine ne devait pas être morcelé, mais passer en totalité au nouveau souverain. C'était là un élément de force par rapport aux pays voisins, si facilement démembrés. Le Duché de Prusse, créé aux XIII^e et XIV^e siècles par les chevaliers teutoniques, était composé de terres pauvres et sans traditions communes et il fallait une autorité de fer pour en maintenir l'unité. Cet Etat, ainsi que le Brandebourg, constitua le creuset où devaient s'amalgamer par la suite au cours des siècles des peuples aussi divers que : Germains, Mongols, Polonais, Russes, Lituaniens et Français. Il devait en résulter une *ethnolyse* (1) aussi importante que celle qui s'était produite en France au début du Moyen Age, au lendemain des grandes invasions, ou en Grèce mille ans A.C. Il devait en résulter des structures sociales et des modes de penser remarquablement rationalisés et efficaces. Or les Hohenzollern sont parvenus à imposer ces structures et ces modes de penser au reste de l'Allemagne au cours des siècles, bien que la culture prussienne se fût présen-

(1) Au cours de recherches que nous venons d'effectuer, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle le contact intime de plusieurs cultures différentes sur une aire territoriale donnée et dans le cadre d'une société globale donnée aboutit au bout d'un temps plus ou moins long à la destruction, partielle, voire totale, des valeurs irrationnelles qui caractérisent respectivement ces cultures, et au développement des valeurs rationnelles, qui sont en général universelles. Nous avons nommé *ethnolyse* cette destruction des caractéristiques culturelles des différentes ethnies composantes. Que le lecteur nous pardonne ce néologisme.

tée, dès le début, comme tout à fait différente de celle des autres pays germaniques : elle a en effet produit des philosophes rationalistes, des savants, des administrateurs et bien entendu des militaires.

Nous devons souligner l'ambiguïté que recouvre le terme : Prusse, et les importantes variations de sa signification au cours des âges. Dans l'esprit du commun des mortels, la Prusse est indissociable de Berlin, sa capitale moderne, et les limites du pays sont à peu près inconnues. Or il est bon de rappeler que ce pays doit son nom aux Borusses qui peuplaient les territoires situés entre la Vistule et le Niémen (c'est-à-dire la Mazurie). Le premier pays à porter cette appellation fut conquis et créé au XIII^e siècle par les chevaliers teutoniques qui l'érigèrent en duché. A cette époque c'était un véritable îlot germanique dans une mer slave, îlot qui allait d'ailleurs être placé sous la suzeraineté du roi de Pologne et y demeurer assez longtemps. A la même époque, le Brandebourg, où la ville de Berlin, fondée au XII^e siècle sous le règne d'Albert l'Ours, devait prospérer, était une marche du Saint-Empire dominé, depuis plus d'un siècle par les Hohenstauffen. Il avait été conquis en 927 par Henri I^{er} l'Oiseleur sur une peuplade slave qui peuplait le pays, les Wendes, puis était retombé au pouvoir de ceux-ci en 983 jusqu'à sa reconquête définitive, mais pacifique, en 1134 par un monarque germanique, Albert l'Ours.

Donc, la source de la Prusse traditionnelle, qui devrait s'appeler plus logiquement Brandebourg, est double : d'une part, le duché de Prusse et d'autre part l'ensemble des territoires situés entre l'Elbe et l'Oder et comprenant : le Brandebourg, dont nous venons de parler, ainsi que la Poméranie et le Mecklenbourg conquis par Othon le Grand vers 1180. Dans un cas comme dans l'autre pourtant la population était germano-slave.

Au XVI^e siècle, la Réforme atteignit surtout les Etats allemands du Nord, entre autres le margraviat de Brandebourg et le duché de Prusse, de telle sorte que lorsque le royaume de Prusse allait prendre son essor au début du XVIII^e siècle, les autres Etats allemands de religion

réformée, allaient naturellement être attirés par ce nouveau pôle du monde germanique, pour des raisons évidentes d'ordre spirituel et sentimental. La Réforme n'avait donc pas eu seulement pour effet de saper l'autorité de l'empereur catholique de Vienne, mais aussi de créer un état de choses favorables à une future expansion de la Prusse. Cet état de choses allait d'ailleurs être renforcé par la politique de Richelieu qui concentra tous ses efforts contre la maison d'Autriche, ménageant ainsi la Prusse, et par Louis XIV qui, allié du roi de Suède, imposa au monde germanique les traités de Westphalie en 1648, à l'issue desquels l'Allemagne se trouvait morcelée à l'extrême, ce qui amenuisait encore l'autorité, déjà faible, de l'empereur sur les territoires d'outre-Rhin. Chassés pratiquement d'Allemagne, les empereurs se bornèrent à défendre leurs territoires danubiens contre le Turc infidèle. Ainsi se créait outre-Rhin un état de « vide », de moindre résistance dont la Prusse allait naturellement profiter par la suite.

Ce n'est qu'au début du XVIII^e siècle, que les deux ensembles de territoires précités allaient être réunis sous une loi commune en dépit de la solution de continuité territoriale qu'ils présentaient et qui devait d'ailleurs disparaître en 1772 lors du 1^{er} partage de la Pologne. En 1701 donc, bien que l'électeur de Brandebourg Frédéric I^{er}, se fit couronner à Königsberg, roi de Prusse (il fut le premier en date à porter ce titre), Berlin jusqu'à capitale du Brandebourg devenait capitale d'un royaume qui devait s'appeler la Prusse. L'ensemble de ces territoires était à peu près uniforme sur le plan ethnopsychologique et constituait ce que nous appelons par ailleurs le « noyau prussien » ; c'était le cœur ou le donjon d'une forteresse dont les occupants devaient, peu à peu, s'emparer du reste du monde germanique, au besoin en essayant de l'assimiler, de lui imposer son leadership, son système de valeurs, sans s'assimiler à lui le moins du monde.

Cette mutation marqua le premier stade important dans l'essor de la puissance prussienne, qui commençait à affirmer son autorité aussi bien vis-à-vis du monde slave

que du monde germanique, bien que les origines de la « Borussie » appartinssent aux deux à la fois.

Au XVIII^e siècle, ce petit Etat devait transformer considérablement ses structures, passant ainsi de l'époque médiévale à l'époque moderne, en quelques décennies, d'abord sous l'impulsion de Frédéric-Guillaume I^{er}, et ensuite surtout sous celle de Frédéric II. L'Allemagne issue de la Réforme était foncièrement particulariste, alors que la Prusse au contraire était centralisatrice. Les princes protestants voyaient leur autorité politique renforcée et tenaient la dragée haute au pouvoir impérial, traditionnellement catholique. Le luthéranisme en fait, n'avait rien de libéral, car il prônait la soumission à l'autorité du pouvoir établi, c'est-à-dire du prince, représentant de Dieu sur la Terre, si bien qu'en 1555 lors de la paix d'Augsbourg, le territorialisme princier triomphait. Dans « les Allemagnes », l'autorité de l'empereur était considérablement affaiblie, désormais.

La liberté de conscience promise par Luther à tous les Allemands n'existait en fait que pour les princes qui imposaient la religion de leur choix à leurs sujets respectifs, selon l'adage « Cujus regio, ejus religio ». Ce principe allait engendrer en Allemagne un Etat de division spirituelle, entraînant une division politique en deux clans ce qui facilitera l'intervention étrangère et sapera l'autorité de l'empereur. C'est en vain que les Habsbourgs tentèrent de reprendre la situation en mains au XVII^e siècle lors de la guerre de Trente ans, et de faire échec aux particularismes. Jusqu'au XVIII^e siècle d'ailleurs, l'absence d'un Etat fort permit aux Allemands de cultiver leur penchant naturel pour ce qu'ils appelaient le « Weltbürgertum », c'est-à-dire le « sens transnational », l'état d'esprit de « citoyen du Monde » ; ils ne cherchaient pas, par contre, à unifier les idées, les mœurs, les caractères des différentes collectivités. Ils étaient des cosmopolites, soucieux de variété et de conservation de l'originalité des différentes composantes. (Tel était du moins l'avis de Herder). Ils allaient, de ce fait, devenir une proie facile pour les ambitions prussiennes.

A la veille de la Révolution française, la Prusse est le

plus puissant des Etats allemands, *proprio sensu*, grâce aux qualités des Hohenzollern et surtout grâce au génie de Frédéric II. Composé d'éléments très divers sans idéal commun, ce pays a cependant une puissante ossature qui en assure l'unité ; son armée. Mirabeau a même eu cette boutade : « La Prusse n'est pas un pays qui a une armée ; c'est une armée qui a un pays ». C'est d'ailleurs à cette époque que se situent les origines des traditions militaires de la Prusse d'abord, de l'Allemagne prussianisée ensuite, traditions dues en grande partie à Frédéric-Guillaume I^{er} (le roi-sergent) et à son fils Frédéric II. C'est surtout ce dernier qui a fait du pays une grande puissance et un Etat moderne, en mettant un terme au régime féodal, et en effectuant des réformes profondes dans tous les secteurs de la vie nationale ; pourtant bien qu'il ait été un « despote éclairé », très libéral pour son époque, on peut se demander si ses sujets ont vraiment bénéficié de beaucoup de liberté car Lessing, écrivain saxon de cette époque, écrivait : « La Prusse est le pays le plus asservi, le plus esclave de l'Europe ».

L'Etat prussien était totalement artificiel, ne se fondant sur aucune histoire ethnique commune à toutes ses parties, mais fait de pièces et de morceaux, ne parvenant à se maintenir que par la monarchie, la bureaucratie, l'armée, c'est-à-dire grâce à une puissante armature politico-administrative, mécanisée et organisée à l'extrême, sans âme et régie par la raison seule. C'est cette ossature qui allait faire peser sa contrainte par la suite, peu à peu, sur l'Allemagne entière, ce qui devait faire dire à Wilhelm Röpke : « Pour faire de l'Allemagne un Etat unitaire sur le modèle de l'Angleterre, de la France ou de l'Italie, il n'y avait probablement aucun autre chemin que celui de la contrainte, précisément pour cette raison qu'un tel centralisme contredisait de la façon la plus criante la nature réelle de ce pays, développée en mille ans de son histoire, qui était *fédérative*, qui était celle d'une nation de nations ». Dans le même ordre d'idées, le hanovrien Heeren devait dire en 1817 que « la conservation d'une Allemagne simplement fédérative était dans l'intérêt le plus certain de ce pays même et

de l'Europe, et ferait du premier un boulevard de paix de la seconde, alors qu'une Allemagne centraliste du fait de sa position et de ses moyens ne résisterait pas longtemps à la tentation d'étendre son hégémonie sur l'Europe » (*Historische Werke*, 1817, t. 2, pp. 423 et suivantes).



Or dès le début, la Prusse se présente comme un Etat centralisateur et militariste s'opposant en cela aux autres Etats allemands, libéraux et fortement régionalistes, de tempérament pacifiste. Elle devait être le détonateur du baril de poudre qu'était le monde germanique, baril qui, sans elle, n'eût jamais explosé.

Au XVIII^e siècle, le « cancer prussien » était déjà fortement enraciné sur le flanc Nord-Est de l'Allemagne, bien que seuls des esprits réellement lucides eussent pu en supputer le danger. Le « siècle des lumières », pourtant, marquait l'âge d'or de la culture prussienne, parce que, c'est à cette époque qu'elle apparaissait dans toute sa pureté. C'est au siècle de Kant que la culture prussienne offrait le plus de points communs avec la culture française, d'abord par son rationalisme, puis par son goût pour l'abstraction et l'universalisme, son laïcisme, ses traditions militaires, sa bureaucratie centralisatrice, sa sensibilité superficielle. C'est parce qu'il appréciait la clarté, du fait de son tempérament prussien, que le grand Frédéric aimait à s'exprimer en français, de manière courante, c'est-à-dire dans une langue foncièrement claire, dédaignant ainsi un moyen d'expression aussi obscur et aussi touffu que l'allemand. C'est encore en raison de ce même tempérament, si proche du français de cette époque qu'il avait invité à sa cour au château de Sans-Souci, à Potsdam, l'écrivain le plus représentatif du tempérament français de ce siècle (Voltaire) et un certain nombre de savants français. C'est toujours en fonction du même rationalisme que ce despote éclairé substitua à la conception luthérienne de la monarchie de droit divin une doctrine laïque de l'autorité royale ;

c'est à lui donc que l'on doit la laïcisation de la pensée politique allemande.

Alors que dans la romantique Rhénanie et la non moins romantique Allemagne du Sud, le culte de la sensibilité était à l'honneur dans le domaine littéraire et artistique, ce même culte semblait aussi peu prisé en Prusse qu'en France. Au XVIII^e siècle, le « *pathos* » germanique choquait le sens de la mesure du Français tout comme il laissait indifférente la froideur prussienne.

Certains intellectuels français se targuent d'appartenir à un peuple de tempérament foncièrement rationaliste et de vivre au pays de Descartes. Ils semblent ignorer qu'Emmanuel Kant, le génial penseur de Königsberg, est allé encore bien plus loin que celui-ci dans les voies du rationalisme idéaliste et que son ouvrage « *Kritik der reinen Vernunft* » est le pendant outre-Rhin, du « *Discours de la Méthode* ».

Là s'arrête la ressemblance psychologique entre Français et Prussiens du XVIII^e siècle car l'individualisme accusé des premiers (d'origine celtique) était diamétralement opposé au grégarisme des seconds, de même que l'extroversion française s'opposait à l'introversion prussienne.

En revanche, c'est probablement en vertu des affinités précitées que certains dirigeants français — et non des moindres — ont témoigné d'une sympathie, ou tout au moins d'une assez curieuse absence de méfiance à l'égard de la Prusse. En premier lieu, Richelieu, en s'acharnant contre la maison d'Autriche, avait, de manière indirecte, permis aux descendants des électeurs de Brandebourg de devenir rois de Prusse. Par la suite Louis XIV, en imposant à l'Allemagne les traités de Westphalie qui la plongeaient dans un état de division incroyable, la plaçait, *ipso facto*, dans un état de moindre résistance face aux ambitions d'une Prusse demeurée intacte. De plus en révoquant l'Edit de Nantes, le roi-Soleil avait contribué à faire la fortune de Berlin, enrichie de l'apport humain et financier des huguenots français. Par la suite Napoléon I^{er}, en 1806, après avoir brisé le Saint-Empire romain germanique, avait songé à créer une confédération

germanique qui eût été placée sous le leadership de la Prusse. Sans mettre toutefois ce projet à exécution, il prit des mesures qui devaient, par la suite, servir les desseins de la Prusse ; au lieu de maintenir les territoires d'outre-Rhin dans l'état de division où les traités de Westphalie les avaient plongés, il supprima d'un trait de plume plus de trois cents princes confédérés et recréa une administration quelque peu calquée sur le modèle français, c'est-à-dire centralisatrice. Cette armature allait naturellement se retourner contre la France, au cours des années et des décennies qui suivirent.

Les guerres napoléoniennes, par leur ampleur, ont provoqué un réveil des nationalités et les petits Etats d'outre-Rhin allaient, pour des raisons d'efficacité se ranger sous l'autorité de l'Etat de langue allemande le mieux organisé sur le plan militaire : la Prusse.



Dans l'histoire de l'Allemagne, les quelques années qui marquèrent l'apogée de l'empire français, ont une importance capitale, non seulement parce qu'elles ont vu la fin officielle du Saint-Empire romain germanique (l'empereur d'Autriche François II ayant définitivement renoncé en 1806 à ceindre la couronne qu'avait portée quelques siècles plus tôt Othon le Grand) mais parce que l'épopée napoléonienne a eu pour effet d'insérer pleinement et profondément la Prusse dans l'ensemble allemand qui prenait le nom de « Confédération germanique » : l'ancien pays de Frédéric II commençait à exercer sa suzeraineté ou son autorité, qui n'allait cesser de s'affirmer jusqu'à nos jours, sur le reste de l'Allemagne, réalisant ainsi, à son profit, l'unité du pays, après en avoir été longtemps absent et s'y être infiltré peu à peu comme un élément étranger. Il faut bien dire, en effet, que le pays de Frédéric II n'a jamais fait partie intégrante du Saint-Empire romain germanique, si ce n'est peut-être par le seul Brandebourg. Lorsqu'au début du XIX^e siècle, Mme de Staël parlait avec admiration de la « bonne Allemagne » et en traçait un tableau idylli-

que, c'était évidemment de l'Allemagne à polarité viennoise qu'il s'agissait, c'est-à-dire du Saint-Empire. Elle ne pouvait, en aucun cas, faire allusion à la Prusse, qui était à l'époque un pays étranger, considéré comme non-allemand, aussi étranger à l'Allemagne que la Belgique peut l'être de nos jours par rapport à la France.

La période de l'Empire français est importante du point de vue allemand car elle marque de façon nette le changement de polarité du monde germanique, Berlin succédant à Vienne, comme tête dirigeante. Une telle évolution confirme la véracité de cette assertion de Arndt : « L'unité se fait par réaction contre la conquête : les Maures ont fait celle de l'Espagne, les Anglais celle de la France, les Français feront celle de l'Allemagne... » Certes le poète allemand avait vu juste : on peut se demander, en passant, contre qui se forgera l'unité européenne !

Napoléon III, commettant lui aussi l'erreur de sous-estimer ou de négliger la puissance prussienne en concentrant ses efforts contre l'Autriche, la Prusse, supérieurement dirigée par Bismarck, allait d'abord affirmer sa suprématie aux dépens de l'Autriche, en 1866, à Sadowa, puis réaliser l'unité allemande, à son profit et aux dépens de la France en 1871.

L'Etat prussien, désormais, s'étendait à l'Ouest jusqu'à la frontière française et englobait notamment : une partie des territoires rhénans, le Hanovre, la Hesse, Francfort, le Holstein, la Silésie, une partie de la Saxe. Dans cette Grande-Prusse, à l'exception peut-être de la Saxe et de la Silésie, déjà acculturées ou assimilées au « noyau prussien », les populations extérieures à celui-ci devaient subir, bon gré, mal gré, le rouleau compresseur du centralisme berlinois, imposant l'uniformité politico-administrative sur toute l'étendue de l'Etat ; aux autres Etats allemands, comme la Bavière ou le Wurtemberg, la Prusse se contentait d'imposer, par une sorte d'osmose, ses méthodes bureaucratiques et son esprit militariste. Ces royaumes, principautés et grand-duchés extra-prussiens constituaient, face à l'Etranger, le dernier rempart du monde germanique, ou, si l'on veut, la barbacane de cette puissante forteresse qu'était l'Empire allemand de 1870.

C'est seulement au lendemain de sa victoire sur la France de 1871 que la Prusse et l'ensemble désormais placé dans sa mouvance, l'Allemagne prussienne, apparaissent comme des puissances dangereuses pour leurs voisins européens. Le voile tombait et l'Allemagne sentimentale et romantique apparaissait comme un mythe, comme une « réalité du passé », bien révolue, tout au moins. Pourtant en 1918, les dirigeants alliés allaient commettre la même erreur que Richelieu, Louis XIV, Napoléon I^{er} et Napoléon III en dépeçant complètement l'empire d'Autriche-Hongrie et en n'amputant l'Allemagne que de territoires assez restreints. En dépit de la clairvoyance de Briand qui recommandait de traiter l'armistice et la paix avec les Allemandes, les Alliés négocièrent avec l'Allemagne prussienne, reconnaissant ainsi *ipso facto* l'autorité du gouvernement de Berlin sur l'Allemagne entière. Les Anglo-Saxons, protestants, ne voulurent pas châtier la Prusse comme elle le méritait et c'est l'Autriche-Hongrie, pourtant assez pacifique, qui fit les frais de cette guerre. Il eût été souhaitable pourtant de réunir sous une même loi ces deux pays contigus, catholiques, et tous deux montagnards qu'étaient l'Autriche et la Bavière. De cette combinaison serait né un équilibre européen nouveau.

En arrivant au pouvoir en 1933, Hitler supprime le particularisme des différents Etats germaniques et fait de l'Allemagne un Etat unifié, sous la férule de son parti et de l'administration prussienne. Que le national-socialisme ait été dirigé par des Allemands du Sud ou tout au moins non-prussiens ne signifie nullement que ce régime ait été antiprussien, ou qu'il ait été un « phénomène du Sud », comme l'affirme de façon excessive Gonzague de Reynold dans son ouvrage *D'où vient l'Allemagne ?* Si quelquefois des généraux de la Wehrmacht, authentiques Junkers, d'origine prussienne ou saxonne, prirent position contre Hitler, c'était en raison de désaccords, soit sur le plan politique (car ces féodaux étaient des monarchistes), soit sur le plan des méthodes appliquées : en tout cas l'origine méridionale du Führer n'était pour rien dans ces dissensions. Bien au con-

traire, Hitler, Goebbels, Goering, Himmler et quelques autres, quoique non-prussiens d'origine étaient complètement prussianisés dans leur tempérament et leurs méthodes et exagéraient volontairement, avec la foi du néophyte, ce qu'il y avait de prussien dans leur caractère et leur comportement. Dans le même ordre d'idées, il est bon de rappeler qu'au siècle dernier, trois philosophes, importants théoriciens du prussianisme, n'étaient pas prussiens : Hegel (souabe), Treitschke (saxon) et Stahl (juif bavarois). Röpke définit le national-socialisme comme le mouvement révolutionnaire qui allait développer jusqu'à l'extrême le prussianisme et le centralisme. Par un extraordinaire paradoxe, Munich, capitale d'un Etat hostile au totalitarisme et au collectivisme nazis, alla supporter l'affront d'être considéré comme la capitale du mouvement par les premiers nationaux-socialistes.

En 1938, Hitler réalisait l'Anschluss en annexant la petite Autriche : c'était la fin de la bi-polarité du monde germanique, puisque Vienne et les territoires de langue allemande qui en dépendaient passaient purement et simplement sous l'autorité de Berlin et de la Grande-Allemagne prussianisée. C'était l'achèvement d'un processus millénaire au cours duquel la croissance lente mais continue de la puissance prussienne était allée de pair avec l'érosion, non moins continue, d'un monde germanique de style féodal, hautement civilisé, voire raffiné et sentimental, dirigé de façon très libérale par l'Autriche.

Le cancer prussien avait gagné complètement l'Allemagne ; il s'était généralisé et n'allait pas tarder à provoquer la mort de ce grand corps, puissamment asservi. Il est en effet responsable de la situation explosive qui a été à l'origine de nombreux millions de morts au cours de deux guerres mondiales. Certes la progression du rôle hégémonial de la Prusse en Allemagne, n'est pas plus remarquable que celle de la Castille en Espagne, ou celle de l'Ile-de-France en France ou enfin celle du Piémont en Italie. Précisons toutefois, dans ces trois derniers cas, que chacun des pays intéressés avait un cadre territorial précis, avec des frontières naturelles nettement marquées par des fleuves, des montagnes ou des côtes. On ne trou-

ve rien de tel en Allemagne, pays qui n'a aucune limite précise, du moins à l'Est. Il est parfois très difficile, lorsqu'on se trouve en Silésie, en Saxe, en Poméranie, ou en Prusse orientale, de dire si la population ambiante est germanique ou slave. On passe des populations germaniques aux populations slaves non pas de manière brusque, mais de manière très progressive. La même indétermination règne dans le paysage, assez uniforme entre Berlin et Moscou. C'est en particulier cette « élasticité » des frontières orientales qui a incité les Allemands à effectuer pendant des siècles leur fameux « Drang nach Osten ».

L'année 1945 a été marquée non seulement par la plus grande défaite de l'histoire militaire allemande, mais aussi par l'achèvement d'un processus plusieurs fois centenaire : celui du « cancer prussien ». Cette année-là, l'Allemagne prussienne cessait d'exister en tant que telle. L'épopée médiévale des chevaliers teutoniques était reléguée définitivement dans le domaine du passé, car il ne restait plus désormais aucune trace des conquêtes prestigieuses de ces moines-soldats. Après une Allemagne à polarité viennoise (le Saint-Empire) on a vu se développer de façon catastrophique, puis s'effondrer, une Allemagne à polarité berlinoise, très différente, caractériellement et culturellement, de la précédente. Il lui a succédé il y a plus de 20 ans une Allemagne à polarité rhénane. Celle-ci a pris un excellent départ. Aussi efficiente, organisée et active que la Grande-Prusse, elle est par contre plus démocratique et plus équilibrée et ne constitue plus un danger pour ses voisins immédiats en Europe.

*
**

Il semble bien que la Prusse proprement dite — ou le « noyau prussien » — soit retombée définitivement dans la mouvance slave, puisque la République démocratique allemande (D.D.R.) est actuellement, de tous les pays de l'Europe de l'Est, le plus fortement inféodé à Moscou. Cette situation est quelque peu semblable à celle

qui existait aux XVI^e et XVII^e siècles, au cours desquels la Prusse prit naissance. Ajoutons qu'actuellement la D.D.R. est isolée — de façon presque hermétique — du reste du monde germanique (il suffit de penser au fameux « mur de la honte » berlinois). On peut donc s'attendre raisonnablement à une certaine *déprussianisation*, au moins partielle, de l'Allemagne fédérale, puisque l'Etat qui imposait au reste du monde germanique son leadership, ses idéaux, ses méthodes, et dans une certaine mesure sa mentalité, a été brutalement séparé de celui-ci après la fin de la seconde guerre mondiale. Toutefois, il ne faut pas se leurrer ; le processus, lent et progressif, de prussianisation de l'Allemagne, n'était que partiellement réversible. Certaines valeurs apportées ou imposées par la Prusse se sont révélées si efficaces qu'il serait bien difficile de s'en défaire du jour au lendemain ; ces valeurs se sont avérées pleinement adaptées aux besoins de notre époque ; ce sont elles qui ont fait de notre voisine d'outre-Rhin un pays puissant et moderne : l'industrialisation — la bureaucratie centralisatrice — une certaine rationalisation de la vie sociale (pour ne citer que quelques-unes de ces valeurs) sont des éléments si indispensables de la vie contemporaine qu'ils paraît impensable que l'Allemagne accepte d'y renoncer sous prétexte de *déprussianisation* et de revenir ainsi au Moyen Age. Il est probable que ce pays conservera, de l'apport prussien, ce qu'il avait de meilleur, c'est-à-dire ses valeurs les plus rationnelles ; qui précisément ne sont pas spécifiquement prussiennes, mais plutôt universelles. Nous pensons par contre que l'Allemagne fédérale, par sa volonté bien marquée d'évoluer dans le sens de la démocratisation, risque de rejeter, complètement et définitivement le militarisme prussien et tout ce qui s'y rattache, notamment l'obéissance aveugle et servile sans qu'il y ait jamais contestation ou esprit critique ; l'autorité du chef cesse d'être indiscutée ; dans les casernes, le soldat cesse d'être discipliné pour être un *citoyen*.

Tout permet de croire d'ailleurs que cette évolution sera difficilement réversible. En effet, pour bien marquer la rupture avec les traditions militaires prussiennes, la

nouvelle législation a établi plusieurs mécanismes : l'objection de conscience notamment est reconnue et respectée. Au 30 septembre 1962, 544 objecteurs avaient achevé leur service civil de remplacement tandis que 700 autres accomplissaient leurs 18 mois. D'autre part, les initiations traditionnelles et notamment la pratique du « drill » sont désormais interdites et il existe actuellement un délégué du Parlement chargé de contrôler et de défendre les droits fondamentaux des soldats-citoyens. Ce magistrat reçoit directement les plaintes des soldats, ce qui permet de sanctionner les officiers ou sous-officiers, trop attachés à l'ancienne discipline. C'est ainsi que pour la seule année 1961, 4380 plaintes ont été reçues par lui, dont 1330 ont été reconnues totalement et 296 partiellement justifiées. Ajoutons que la nouvelle Bundeswehr jouit d'un faible prestige auprès de la population.

L'instruction « politique » ou « civique » qui a conquis droit de cité un peu partout en République fédérale, est inculquée aux jeunes sur les bancs de l'école. Autrement dit, on cherche à faire participer activement la jeunesse à la vie politique du pays. (On en a vu les résultats en mai-juin 1968). Le développement des syndicats, exigé par les Alliés, a contribué efficacement à la démocratisation des structures ouest-allemandes.

Par contre dans cette Prusse moderne qu'est la D.D.R., la liberté est totalement absente, et le régime en vigueur de Walter Ullbricht est essentiellement autoritaire, ce qui semble assez bien convenir au tempérament de la population, exception faite d'une minorité qui s'est efforcée de passer à l'Ouest.

Bien entendu le thème de la réunification est à l'honneur en République fédérale. Une Allemagne réunifiée, même limitée à l'Est par la ligne Oder-Neisse ferait-elle à nouveau courir un danger à l'Europe ? Elle constituerait certes un bloc démographiquement important, et par conséquent puissant et redoutable, mais aussi elle permettrait un retour au *leadership* de la Prusse, à son hégémonie sur le reste de l'Allemagne, avec toutes les conséquences psychologiques qui peuvent en découler. En fait, le thème de la réunification n'est guère qu'un

leurre ; on en parle toujours, mais on se garde bien d'y penser sérieusement, que ce soit chez les Occidentaux (U.S.A., France, Grande-Bretagne) qui se souviennent du passé et qui ne tiennent pas à voir ressurgir devant eux le spectacle d'une Allemagne de dimensions « normales », à polarité prussienne, ou que ce soit même chez les dirigeants de Bonn qui redoutent que cette réunification n'entraîne l'implantation du communisme dans leur pays. Il s'agit là d'une thème démagogique, propre à rassembler la clientèle de réfugiés de l'Est. D'ailleurs, dans le même ordre d'idées, on a coutume de nommer « MittelDeutschland » la D.D.R., pour bien marquer qu'on n'a pas renoncé, au moins en apparence, aux territoires allemands passés sous contrôle polonais et russe. En fait, les dirigeants allemands sont peu désireux de risquer une troisième guerre mondiale pour récupérer ces territoires, que d'ailleurs Polonais et Russes ne sont guère disposés à rétrocéder par la voie de la négociation. Il est évident qu'ils ont fait passer à l'arrière-plan ce slogan, préférant à l'unité nationale le maintien des structures sociales traditionnelles.

L'Allemagne de l'Est n'est certes pas reconnue par les pays occidentaux, ce qui ne l'empêche pas d'exister depuis 20 ans et d'être de plus en plus présente sur la scène internationale (1). Au demeurant il suffit de penser qu'un

(1) Dans son numéro de mars 1969, l'hebdomadaire ouest-allemand Stern publie le compte rendu d'une enquête effectuée récemment en Allemagne de l'Est sur les motivations de ses habitants à l'égard de leurs « compatriotes » occidentaux ; ayant interrogé une centaine de jeunes des deux sexes, les reporters en vinrent aux conclusions suivantes : Les Allemands de l'Est n'aiment pas ceux de l'Ouest ; ils les considèrent comme arrogants, superficiels, infatués d'eux-mêmes, très matérialistes ; en cas de nécessité d'émigration, la B.D.R. n'arrive qu'au dernier rang des pays choisis, alors que l'Angleterre, l'Irlande et la France arrivent en tête des préférences à cet égard. Cette enquête exprime bien l'écart psychologique qui s'est creusé entre les deux Allemagnes depuis deux décennies. Aucun ne souhaite la réunification. D'autre part, pour ne considérer que le domaine sportif, il y a lieu

pays de 700 millions d'habitants n'est pas encore reconnu par tous les pays occidentaux pour se rendre compte que la reconnaissance *de jure* d'un Etat relève souvent du pur formalisme. Il suffit que cet Etat existe *de facto* et s'affirme de plus en plus. On doit d'ailleurs s'attendre à ce que les différences entre les deux Allemagnes s'accroissent encore au cours des années à venir. Ces différences sont déjà radicales au niveau des organismes politico-administratifs, l'un des deux pays ayant conservé le régime capitaliste libéral et l'autre ayant adopté le totalitarisme marxiste-léniniste. Cependant on peut également prévoir que les différences d'ordre psychologique ou tempéramental, très sensibles déjà avant 1945, ne cesseront de s'accroître. La Prusse moderne (D.D.R.), en effet, interdit sévèrement tous les échanges démographiques entre les deux Etats, et a rendu à peu près étanche la frontière qui la sépare de l'Allemagne de Bonn. Par contre, elle encourage ou favorise les communications avec les autres pays de l'Europe de l'Est, notamment avec la Pologne ou l'U.R.S.S.. Il n'est pas impossible que, en 1968, si la D.D.R. insista vivement pour l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie, ce fut avec l'arrière-pensée que des ressortissants de l'Allemagne de Pankow, choisissant la liberté, ne puissent plus passer en Allemagne fédérale en traversant la Bohême, profitant d'une grande perméabilité de la frontière germano-tchèque ou austro-tchèque. Ce qui tend à accréditer cette manière de voir, c'est que des accords ont été signés entre Prague et Moscou prévoyant le retrait progressif de la plupart des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie, à l'exception toutefois de quelques contingents qui resteront massés à la frontière germano-tchèque, non pas dans l'intention d'en-

de noter qu'aux J. O. de Tokyo en 1964, les deux équipes avaient fusionné et choisi, faute d'hymne national commun, « L'Hymne à la joie » de Beethoven. Par contre aux J. O. de Mexico, en 1968, les deux équipes allemandes se sont présentées séparément sous des couleurs différentes et avec des hymnes nationaux différents, ce qui est le signe certain que le fossé se creuse toujours un peu plus entre les deux Etats.

vahir l'Allemagne fédérale (hypothèse vraiment peu plausible) mais plutôt pour assurer l'étanchéité d'une frontière entre l'Est et l'Ouest (2).

Cet état de choses ne peut donc que renforcer la composante slave du tempérament prussien, selon le principe des vases communicants, si l'on peut dire. C'est en vertu du même principe que l'Allemagne fédérale, au sein de la communauté économique européenne, ne cesse de se rapprocher, par le goût, par la culture, par les mœurs, de l'Europe occidentale. Cette évolution ne peut qu'accentuer la déprussianisation de la D.D.R..

Les deux Allemagnes subissent évidemment les séquelles de la grande défaite de 1945, et la mentalité germanique est, encore à l'heure actuelle, fortement marquée d'un complexe de culpabilité : cependant, les deux parties de l'Allemagne ont subi inégalement les conséquences de la défaite, ce sont les Prussiens qui ont été les plus durement châtiés : puisque la république démocratique allemande n'est plus qu'un petit pays de 17 millions d'habitants vassalisé par le monde slave et n'ayant plus aucune liberté, tandis que la République fédérale est un pays riche, prospère, respecté, de 55 millions d'habitants, reconnu sur le plan diplomatique par toutes les puissances du monde, ce qui n'est pas le cas pour sa voisine de l'Est. Toutefois, la République fédérale ne jouit pas du plein exercice de la souveraineté internationale, puisqu'elle ne fait pas partie de l'O.N.U., qu'elle est pratiquement soumise à une occupation militaire déguisée de la part des Alliés et qu'enfin elle subit quelque peu l'emprise économique des U.S.A. (Cette dépendance est très souple), sans parler de son impossibilité légale de posséder des armes nucléaires. A l'échelle européenne, les diplomates allemands ont une grande liberté de manœuvre.

L'hypothèse d'un bradage par Moscou de la D.D.R. au

(2) Quelques semaines avant l'invasion de la Tchécoslovaquie, M. Walter Ullbricht, rencontrant M. Dubcek à Carlovy-Vary, avait fait à ce dernier le reproche suivant : « Votre frontière est une passoire ».

profit d'une Allemagne réunifiée et neutre est depuis longtemps abandonnée. Les dirigeants soviétiques ont été catégoriques : jamais ils n'abandonneront l'Allemagne de l'Est. Il semble que les dirigeants de Bonn en aient pris leur parti.

On sait que le patriotisme ou le sentiment national d'un peuple trouve son expression la plus pure et souvent la plus agressive dans l'esprit de son armée. Si donc l'on compare à ce niveau les situations actuelles respectives des deux Etats, on se rend compte des différences fondamentales de mentalité entre les deux Allemagnes :

D'une part, dans la République fédérale, on a le spectacle d'une armée démocratique, la Bundeswehr, ayant beaucoup de points communs avec l'armée américaine, équipée surtout de matériel américain (et quelquefois français !) ne suscitant qu'un intérêt assez peu enthousiaste de la part de la population, et ayant rejeté complètement les traditions prussiennes.

D'autre part, en Allemagne de l'Est, on trouve une armée fortement structurée et très solidement encadrée, équipée surtout de matériel allemand ultra-moderne, en ce qui concerne l'armement classique, une armée forte de plus de 800.000 hommes, ce qui est considérable si l'on considère la faible population du pays, et qui a conservé intégralement, semble-t-il, les traditions du militarisme prussien, comme on pouvait s'y attendre (3). Ces forces constituent un atout essentiel dans la puissance offensive soviétique et a participé en 1968, avec d'autres for-

(3) Dans la préface de l'ouvrage de Thomas Forster « L'Armée est-allemande », le général Stehlin, relate l'anecdote suivante : « En 1957, en montant vers le château de Sans-Souci, j'entendis l'air d'une marche militaire qui m'était parfaitement connue. Je l'avais entendue maintes fois, au cours des interminables parades en l'honneur d'Hitler. C'était une unité de l'Allemagne de l'Est qui défilait musique en tête... Il me parut que rien n'avait changé et que je retrouvais l'armée allemande telle que j'avais eu à la connaître, sous le régime national-socialiste ».

ces du pacte de Varsovie à l'agression contre la Tchécoslovaquie.

Tout ceci prouve que le désastre de 1945 n'a pas abattu, à proprement parler, le militarisme allemand, que ce dernier était spécifiquement prussien, qu'il a été simplement isolé du reste du monde germanique par une barrière étanche, et canalisé dans l'appareil militaire soviétique. Il semble que cette D.D.R. soit un état aussi purement prussien que pouvait l'être jadis le royaume de Frédéric II. Bien que ce ne soit qu'un tout petit pays de 108.000 km², peu peuplé, il est étroitement surveillé par Moscou et plus ou moins tenu en suspicion par les autres pays de l'Europe de l'Est. On peut signaler dans cet ordre d'idées que les troupes soviétiques stationnées sur son territoire sont trois fois plus nombreuses que celles de la D.D.R.; quant aux Polonais, ils ont disposé tout le long de la frontière Oder-Neisse un réseau de barbelés. Autrement dit, les Slaves se méfient toujours des Germains, quel que soit le régime politique de ces derniers. Donc cette Prusse moderne qu'est la D.D.R. est loin d'avoir les coudées franches; son armée ne peut procéder à une opération quelconque que dans le cadre du pacte de Varsovie, autrement dit d'une alliance militaire pratiquement sous les ordres de Moscou. Les succès économiques de ce petit pays sont aussi spectaculaires, *mutatis mutandis*, que ceux de sa puissante voisine, la République fédérale, ce qui ne peut qu'inciter l'U.R.S.S. à la vigilance. Cette attitude de suspicion de l'autre côté du rideau de fer contraste très nettement avec l'atmosphère de confiance dont bénéficie l'Allemagne fédérale qui entretient des rapports de franche amitié avec tous ses voisins occidentaux. A l'Est une Prusse enchaînée et amoindrie, complètement vassalisée, et cela en dépit de sa prospérité économique. A l'Ouest, une Allemagne déprussianisée, molle, invertébrée, mais dégagée en grande partie des servitudes résultant de sa défaite.

On peut également conclure que la démocratie n'est pas seulement une conséquence directe, *sui generis*, de la défaite, et de l'effet déprimant qui en est résulté sur la psychologie allemande, mais de l'isolement radical de

la Prusse. La préservation de l'intégrité de l'Allemagne après 1945 aurait maintenu nos voisins d'outre-Rhin dans la sujétion prussienne, comme après 1918, mais les aurait empêché d'évoluer vers la dégénérescence démocratique. On peut aussi déduire de ce qui précède que plusieurs siècles de puissance prussienne n'ont pas modifié radicalement et de façon pleinement irréversible la mentalité des Allemands de l'Ouest et du Sud, puisque ceux-ci n'ont pas su conserver les éléments les plus constructifs de la prussianisation.

François D'ERCE.

(à suivre).

Hans Jurgen NIGRA

Le Bayreuth d'après-Guerre

ou

Une conspiration avortée

La destinée de Bayreuth — du Festival de Bayreuth — dans cet après-guerre est des plus singulières, secrète aussi, comme le clin d'œil ironique d'une Raison hégélienne poursuivant par les duplicités de sa ruse un but inavouable. Il aurait été tout à fait naturel que le haut-lieu du culte wagnérien, dont les célébrations s'étaient insérées avec une facilité bien suspecte dans les fastes du III^e Reich, ne survécût point à l'embrasement du Walhalla hitlérien. N'avait-on pas dénoncé dans l'œuvre de Wagner, aussi bien dans les écrits théoriques que dans le mythe confié aux *Musikdramen*, la source même des aberrations de l'idéologie nationale-socialiste ? Et n'avait-on pas pressenti, dans les enchantements magiques de la *mélodie infinie*, la volonté d'exorciser sur la scène du monde cette fureur tragique et « métapolitique » d'où les *Berserker* du III^e Reich avaient tiré leur force ? Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, Paul Viereck écrivait en 1941 dans son *From the Romantics to Hitler*, au bénéfice de son nouveau public américain ; « L'originalité de Wagner, au-delà de sa conception très élaborée du Führer, consiste dans l'adaptation des valeurs romantiques à une autre époque. Non pas au passé, ni à sa propre époque non plus, mais à l'âge — que sa sensibilité prévoyait — d'une complète mécanisation matérielle

et spirituelle. Par conséquent, il trouva la synthèse vers laquelle il avait tâtonné pendant toute sa vie : Schopenhauer plus Feuerbach, *Volk* plus communisme, *circenses* plus pain, en un mot National-socialisme. Avec cette synthèse, le système wagnérien est achevé ». On ne s'étonnera donc pas trop de ce que, en 1945, *l'intelligentsia* antifasciste ait cédé pour un court moment à la tentation de mettre Wagner à l'index de l'œcumène égalitariste et, en désacralisant la « verte colline », de vouer le *Festspielhaus* aux rythmes et trémoussement des orchestres nègres et nègre-blanc conviés en Allemagne pour assurer le confort psychique des G.I.'s ébranlés par la vue des ruines et des misères humaines. Etonnant par contre est le fait que tout cela ne dura point et trouva assez rapidement sa fin grâce à ceux-mêmes qui, avec leur sensibilité d'écorchés vifs de la dernière histoire, avaient découvert la « culpabilité » de Wagner « ce qu'il a de terrible » en lui, les avaient criés sur les toits, enfin avaient demandé et déjà presque obtenu la condamnation définitive. Ainsi, en dernier lieu, Bayreuth put s'en tirer aux moindres frais, comme un quelconque petit *Mitläufer* et compagnon forcé de route de la N.S.D.A.P., avec la recommandation pressante de « se tenir bien », de repousser désormais les mauvaises fréquentations et, pour commencer, de satisfaire à l'obligation (inscrite dans la loi) de rompre sa liaison légitime avec Winifried Wagner, cette femme dont le salon avait contribué au lancement d'un Adolph Hitler encore inconnu et par la suite couvert de l'autorité de son nom les amours entre wagnérisme et national-socialisme, non sans espérer d'ailleurs pouvoir un jour les consacrer par le symbole assez concret de son propre mariage avec le Führer.

Cette *dénazification* de Richard Wagner, si elle est surprenante parce que demandée au dernier moment par l'Accusation et ses témoins à charge, n'en reste pas moins équivoque. On démontre, de la façon la plus éclatante, une culpabilité foncière, et néanmoins on absout. Certes, l'explication la plus simple est qu'on n'osa pas condamner, prisonnier qu'on était du mythe de la tolérance, de la liberté, de la « bonté » de l'art. Peut-être,

on se dit aussi que l'œuvre d'art wagnérien, s'il exprimait une certaine intention métapolitique, ne traduisait pas encore cette intention sur le terrain des faits et tout au contraire la contenait, avec un résultat bien hygiénique, dans le domaine de la fiction de scène. C'était — à bien y penser — ce que Friedrich Nietzsche, d'un point de vue opposé, avait reproché à Wagner : de donner à la volonté de puissance du spectateur un débouché et un exutoire dans le royaume de l'imagination, en lui empêchant ainsi de s'en prendre à la réalité même. Mais, nous sommes ici encore, je crois, dans le domaine du simple prétexte du « sauvetage » de Wagner. La raison véritable, la cause de ce sauvetage est ailleurs, dans les profondeurs de l'âme qui, plus et mieux que toute autre, a depuis toujours deviné pour soi la nécessité de se méfier du Romantisme « allemand » (pensez à Heine!), de la musique allemande et notamment de Wagner, cet antisémite qui néanmoins osait mettre un Hermann Levi *au service* de son propre culte et de son œuvre. Cette âme, si elle a percé le secret de Wagner — et elle est convaincue de l'avoir percé, d'avoir vu juste —, comment pourrait-elle, après la promulgation des lois racistes de Nuremberg, après Dachau et Auschwitz, ne pas haïr Wagner de toutes ses forces ? Comment ne voudrait-elle pas détruire à tout jamais le mythe forgé par Wagner ? Et pourtant elle n'a pas su, elle ne sait pas renoncer à Wagner, à la musique allemande, à cette seule « drogue » enfin découverte par laquelle, une fois dans l'histoire, elle pourrait s'oublier soi-même, sortir de la prison millénaire de son rêve ancestral... Thomas Mann, à la fin du long itinéraire spirituel qui l'avait vu, tout au début, pangermaniste enragé et fougueux apôtre de la *Kultur* romantique contre la « civilisation » humaniste, écrivait en 1945 : « Les Allemands ont donné à l'Occident sa musique je ne dirais pas la plus belle, mais certes la plus profonde et significative et pour cela il ne leur a pas mesuré gloire et reconnaissance. Dans le même temps, cependant, l'Occident a senti, et sent aujourd'hui avec plus de force que jamais, qu'une telle musicalité de l'âme est trop chèrement payée dans un autre domaine,

le domaine politique de la vie commune des peuples ». Vingt et un ans plus tôt, le même Thomas Mann notait, à l'occasion du soixantième anniversaire de Ricarda Huch : « Oui, il faudrait bien le haïr, mais il faudrait aussi lui donner secrètement raison, celui qui oserait dénoncer dans la musique un *obstacle à l'humanité des Allemands* ».

C'est donc bien simple. Si, après le III^e Reich, après la première tentative de transposer le mythe wagnérien sur le terrain véritable de la métapolitique, il y a encore un Festival de Bayreuth, nous le devons à cette ambivalence des sentiments des « Thomas-Mann » de notre époque, au fait que ces « Thomas-Mann » n'ont pas voulu se haïr et ont préféré — pour une seule fois — se donner tort, ne fut-ce — nous le verrons — que bien partiellement et en se réfugiant dans une secrète arrière-pensée.



Il n'est point besoin de le rappeler. Ce n'est qu'à Bayreuth, ou tout au moins par l'intermédiaire de Bayreuth, que le mythe wagnérien exerce sa fascination la plus profonde et, en s'exprimant avec toute sa force, et tous ses moyens, accomplit sa fonction *créatrice*, exorcise la vision d'un monde et d'une humanité antagonistes du monde et de l'humanité actuels. Il reste donc à se demander pourquoi on ne s'est pas contenté, par exemple, de rendre Wagner et son œuvre musicale aux théâtres d'opéra et aux salles de concert, tout en l'interdisant à Bayreuth et, le cas échéant, aux Allemands. Wagner lui-même, n'avait-il pas proclamé que Bayreuth est indispensable pour l'accomplissement du « mystère », afin que le « mythe soit et agisse ? » Mais il ne faut pas s'y tromper. J'ai parlé d'ambivalence des sentiments : et le « sauvetage » de Wagner s'accompagne, chez ses ennemis naturels, d'une sorte de défi à soi-même, l'ultime peut-être, du dessein transparent de se mesurer à ce Wagner pas encore vaincu, parce que vivant en eux-mêmes, tel une tentation toujours remontant des tréfonds

de l'inconscient. Puisqu'il en était, puisqu'il en est ainsi, il fallait alors, évidemment, ne pas se mentir à soi-même trop ouvertement comme le faisait le Wotan wagnérien confronté à la destinée de Sigmund ; et il fallait bien admettre qu'une victoire décisive sur Wagner ne pouvait être remportée qu'à Bayreuth, sur *le* Wagner de Bayreuth. Ainsi l'histoire du Festival de Bayreuth dans cet après-guerre est, certes, la continuation de l'œuvre conçue par Wagner, mais elle est aussi l'histoire d'une tentative acharnée d'en détruire l'essence mythique, de la réduire à la mesure commune d'une civilisation égalitariste : c'est-à-dire, d'en faire un simple « opéra », peut-être le meilleur, mais rien de plus.

A cette entreprise il fallait évidemment un allié au cœur même de Bayreuth ; l'existence préalable de cet allié — on le devine aisément — fut certes la condition première de la restitution de Bayreuth au Festival. Il n'y eut même pas besoin d'exproprier le *Festspielhaus* : une fois Winifried bannie par la loi de la direction du Festival, l'allié nécessaire était tout trouvé au sein de la famille Wagner dans les personnes des deux frères Wieland et Wolfgang, petits-fils de Richard. Des deux d'ailleurs, seul Wieland a joué jusqu'ici le rôle décisif, de premier plan. Il est oiseux de se demander, si Wieland a accepté et joué ce rôle de bonne ou de mauvaise foi, pour « conserver » n'importe comment et coûte que coûte — en attente des temps meilleurs — ce qui pouvait être *sauvé* ou, au contraire, pour exprimer sa propre conviction intime et suivre son instinct. Rien n'empêche, tout nous oblige à penser que nous évoluons ici dans le royaume bien freudien des mots non-dits ou dits à demi, de lapsus, des motivations inconscientes, des objections refoulées. La personnalité du Wieland metteur en scène et interprète de Richard présente par ailleurs tous les symptômes du complexe qui hante le « fils-haïssant — (inconsciemment) — son père » ; et il a toujours agi comme s'il voyait dans certains aspects de l'œuvre de son aïeul (et ces aspects étaient très souvent essentiels) avant tout un obstacle à ses propres ambitions de « créateur ».

« Bayreuth » est aussi *un* public, car la célébration et récréation du mythe ne peut aboutir que par la communion la plus profonde entre auteur, interprètes, spectateurs. On essaya donc de donner à Bayreuth un *nouveau* public, un « antipublic » se refusant de par sa propre nature à toute expérience qui ne fût celle du divertissement artistique, de la simple consommation de la marchandise-œuvre d'art. Un jeu subtil s'institua entre la direction wielandienne de Bayreuth et la « Critique nouvelle », l'une officialisant l'autre, jeu dont une des premières conséquences aurait dû être l'éloignement volontaire de ce « spectateur-célébrant » voulu par Richard Wagner. Les cahiers-programme du Festival et ceux de chaque représentation n'offraient ainsi, d'année en année, que le seul florilège de la critique « démythisante » (Adorno, Hans Mayer, etc.), cette critique à son tour s'employant à imposer une « vision réductrice » de l'œuvre de Richard Wagner sous prétexte de *restituer la vérité* de cette œuvre, trop cachée par des « interprétations abusives » dont l'origine — on l'admettait forcément — remontait à certains traits « négatifs » du caractère de l'homme Wagner, du théoricien Wagner, du poète et metteur en scène Wagner. Wieland interprétant Richard à l'encontre de Richard, la critique se chargeait de « démontrer » que Richard s'était trompé sur lui-même et que Wieland mettait enfin chaque chose à sa place, rendant justice à son grand-père lui-même.

Comment cela s'est-il traduit dans les faits ? Ce serait certainement trop long de l'examiner dans les détails. tenons-nous-en donc à l'essentiel. Sur le plan *poétique*, on présenta des *Tétralogies* à la Bernard Shaw et à la Marx (avec un Siegfried « socialiste » et « anticapitaliste ») ; on christianisa *Parsifal* et *Tannhäuser* et *Lohengrin*, en s'efforçant de cacher au mieux l'antichristianisme foncier qu'est le « christianisme allemand » de Richard Wagner, bien connu pourtant, puisque son prolongement se retrouve justement — hélas ! — sous le III^e Reich dans l'organisation chère à Rosenberg des « Deutsche Christen » ; on régala le public d'un *Tristan* « érotique », avec phallus dominant la scène, bien

à la mode d'aujourd'hui ; on chercha même — et il en fallait ! — à transformer les *Meistersinger* en témoignage de renoncement à toute ambition politique allemande, en manifestation de pur esprit démocratique « bourgeois » (et non pas du *Volksgeist*). Le texte de Richard Wagner étant ce qu'il est, cette transfiguration de l'aspect poétique de son œuvre a été confiée surtout aux éléments visuels (scénographie, lumières, costumes, etc.) chargés justement de faire oublier le « contexte » (germanique, patriotique, révolutionnaire dans le sens « tragique », c'est-à-dire antiégalitariste) et même, parfois, le texte lui-même trop envahissant et trop compromettant (ainsi dans la première scène de *Lohengrin*, dans la dernière des *Meistersinger*...) Par ailleurs, comme il fallait s'y attendre, on s'est efforcé de reléguer au second plan la spécificité du *Musikdrama* en tant que spectacle, mais on a souligné en revanche les similitudes fortuites avec l'« opéra » et même on les a inventées : à ce propos je citerai, entre autres, l'introduction d'un ballet presque à la Tchaïkovski dans le dernier *Parsifal*, l'encouragement toujours plus poussé donné aux chanteurs de « faire leur numéro » au lieu de « agir » (monologues « servis » au public, tels des « aria », sur le devant de la scène ; disposition côte-à-côte ou en petit carré pour « faire » duo ou trio de bel canto...), l'invitation aux applaudissements « profanes » sur le tomber de rideau de *Parsifal* (prétexte : « remercier les artistes »), pour bannir du cadre de la représentation toute manifestation de salle (ici le *silence religieux*) rappelant le caractère sacré pourtant voulu par Richard Wagner (qui — il vaut la peine de le souligner — prétendait même que *Parsifal* ne fût célébré qu'à Bayreuth).

Sur le plan *musical*, l'entreprise ne pouvait être que plus subtile — et plus difficile, aussi, à concevoir. Au début Wieland dut se limiter à opérer du dehors, marginalement : au pire il « coupait », comme pour signifier que même dans le Wagner de la *Tétralogie* il y a du « fatras ». C'est que les chefs d'orchestre souhaités manquaient encore. Par ailleurs, certes sans le vouloir consciemment, on finit par faire baisser le niveau de la

direction musicale : ce qui était la conséquence inévitable de la tyrannie intellectuelle de Wieland, dont les conceptions répugnaient à maints grands interprètes, de Georg Solti à Herbert von Karajan en passant par Jochum et bien d'autres. Tout « novateur » était par contre le bienvenu : le « mozartien » qui « mozartisait » Wagner, le « lyrique » qui diluait l'intensité épique du *Ring*, le wagnériste « moderne » seulement sensible aux aspects « avant-gardistes ». Le couronnement de cette entreprise « musicale » n'a été obtenu cependant que très tard, dans un cas jusqu'ici unique dans la « perfection » de son intentionnalité, avec l'arrivée à Bayreuth de Pierre Boulez pour y assurer la direction du *Parsifal* après la mort de Knappertsbusch. Boulez confronté au *Parsifal*, c'est peut-être, dans l'état actuel des choses, le nec plus ultra de la « vision réductrice » infligée à Wagner. De par sa conception de la musique, l'auteur du *Marteau sans maître* ne peut considérer le côté « *Drama* » — et je ne parle même pas du côté « mythe » — que comme inexistant. Pour Boulez, la musique est, doit être, non-signifiante, et pour être plus précis : non-immédiatement-signifiante. Là où elle l'est, il lui enlève sa signification, en décomposant la structure du discours en vertu d'une analyse qui, dans le cas spécifique du *Parsifal*, tend à abolir l'orchestre en tant qu'instrument de synthèse et à donner à chaque instrument, chaque timbre une vie autonome. Il est tout à fait superflu de remarquer ici l'antiwagnérisme foncier de cette conception car personne n'ignore que Wagner a inventé expressément la fosse orchestrale de Bayreuth, l'« abîme mystique », pour que la synthèse instrumentale, la « fusion » des éléments du discours musical s'opère nécessairement de par les lois mêmes de l'acoustique. On pourrait aussi dire, d'un autre point de vue plus terre-à-terre, que Boulez agit à Bayreuth toujours en parfait représentant d'une industrie musicale axée sur la production du disque, objet de consommation, pour laquelle l'essentiel est de pouvoir offrir au client, éduqué par l'outillage technique, surtout de la « haute fidélité », des sons toujours parfaitement reconnaissables qui puissent servir aussi et en premier

lieu, à « *tester la qualité de sa chaîne de hi.fi.* »... Musique, comme prétexte pour un *hobby* de l'homme issu de la civilisation des loisirs.



Ce panorama historique du Bayreuth d'après-guerre est comme un dernier regard jeté sur un présent que le passé déjà résorbe : nos considérations ne concernent que cette première phase « wielandienne », dont le Festival 1969 a charrié peut-être les ultimes survivances sans pour autant annoncer de quelque façon la « couleur » de celle qui suivra. Festival de transition, ce Festival 1969, dominé et, souterrainement, tourmenté par une atmosphère inévitable d'interrogation. Wieland mort depuis plus de deux ans, ses dernières mises en scène inexorablement vieillies, les « sauveteurs » de Bayreuth et ceux qui ont pris la relève de leurs intentions tirent désormais un premier bilan de leur entreprise, tout en se posant le problème de l'avenir. Ils ne sont pas satisfaits, ils nourrissent des doutes troublants sur la portée véritable de leur « réussite », mais ils se gardent de le crier. Cet état d'âme est bien mis en lumière par un compte rendu critique sur la saison bayreuthienne 69 paru, sous la signature de Guy Coutance, dans le journal *Combat* (numéro du mercredi 3 septembre dernier). « Bayreuth — on y lit — se trouve maintenant à la croisée des chemins. Le travail de Wieland Wagner ne doit ni être érigé en culte, ni oublié. Il doit simplement être perpétué et servir d'exemple pour l'avenir. En rejetant tout ce qui peut se masquer sous l'étiquette hypocrite de la tradition (...), en renouvelant fondamentalement l'esthétique de la mise en scène wagnérienne et en faisant faire par là même un pas de géant à la mise en scène lyrique, en dégermanisant, des « *Maîtres Chanteurs* » à « *Parsifal* », tout ce qui avait pu servir au nationalisme fasciste, en ouvrant enfin toutes grandes les portes à l'art contemporain (c'est-à-dire c'est nous qui notons : à Boulez), en prouvant par cet exemple que l'œuvre géniale est bien au-delà du XIX^e siècle, Wieland Wagner

a rendu Bayreuth à sa mission première, qui était d'être révolutionnaire... » Il est parfaitement inutile de remarquer que la « révolution » souhaitée par Wagner, entreprise par Wagner n'a rien à voir avec celle que Coutance imagine, puisque Wagner la veut allemande, pour le triomphe sur le monde de l' « âme allemande », avec une intention qui n'est pas seulement artistique mais concerne, métapolitiquement, la totalité de l'homme. Cela d'ailleurs n'intéresse pas notre propos qui est de mettre en évidence comment ici, au-delà de la louange, l'entreprise de Wieland est jugée en réalité insuffisante, avortée. Car, s'il est bien vrai qu'il y a une « réussite » de Wieland, celle-ci, paradoxalement, ne sert finalement que les intentions authentiques de Richard Wagner et non pas celles de son petit-fils. Wieland a dépouillé sans doute excessivement, le « décor » imaginé par Wagner mais le fait est que les arts figuratifs, du vivant de Wagner, se situaient dans un « présent historique » qui n'était pas celui de la musique, de la poésie, de la philosophie de Wagner — musique, poésie et philosophie par cela même déclarées « d'avenir » — et que donc Wagner, qui n'était ni peintre ni sculpteur ni architecte, dut nécessairement se confier, pour le « décor », au goût et aux moyens de son temps, non sans en concevoir une inquiétude et une amertume très souvent exprimées. Wieland n'a réussi — peut-on dire — que là où Richard Wagner l'a bien voulu. Lorsque le dépouillement de Wieland devient excessif et donc amputation de l'essentiel (comme dans l'abolition de certains accessoires ayant fonctions de symboles, présents aussi dans le texte poétique et musical), le résultat n'a jamais été que ridicule, l'intention du metteur en scène se faisant incompréhensible ou tout au contraire manifestant trop clairement son absurdité et son caractère abusif. Cet échec de Wieland est tellement évident que Coutance, dans sa naïveté, ajoute d'ailleurs : « ... Maintenant, il faut désacraliser Bayreuth ; l'*Anneau des Nibelungen* est bien autre chose qu'un symbole du héros aryen... » C'est reconnaître, implicitement, que jusqu'ici la « désacralisation » de Bayreuth n'a pas eu lieu, que l'*Anneau*, malgré Wieland, reste toujours le

symbole de ce que Coutance, dans son désir de le rabaisser appelle de façon simpliste le « héros aryen ».

Personne ne sera surpris, alors, que Bayreuth ait toujours pu garder le véritable *pèlerin wagnérien* : spectateur secret, cette fois, silencieux, comme clandestin, se rendant sur la « verte colline » pour y retrouver, *au-dessous* du temple profané, la catacombe imposée par l'injure d'une époque ennemie. Toutes ces dernières années, on s'est peut-être rendu à Bayreuth pour y voir du Wieland, pour y écouter les « interprétations » données de Wagner par les amis de Wieland et même par Boulez ; mais on y est allé aussi, très consciemment, pour Richard Wagner, pour participer à la création du mythe, et de soi-même par le mythe, en dépit des efforts dérisoires de ceux qui se prenaient pour les maîtres du lieu. Un signe visible de la présence à Bayreuth du véritable spectateur wagnérien est offert par le fait que, ces deux dernières années au cours desquelles tout festival musical a enregistré une chute de fréquentation, seule Bayreuth a triomphé — comme on dit si joliment — de la conjoncture négative. C'est même pourquoi on est « inquiet » et on se dispose, par une enquête démoscopique, à « analyser » bien officiellement la composition du public du Festival de Bayreuth...

Constatons donc, pour le moment, la faillite du « défi » lancé à Richard Wagner par ceux dont j'ai dit qu'ils le haïssent, tout en ne sachant pas renoncer complètement à lui, quitte à se haïr eux-mêmes. Constatons aussi, là où tout paraissait perdu pour un certain type d'homme solidaire du Wagner jadis « dénoncé » par les Viereck et les Thomas-Mann, qu'il lui reste une victoire, peut-être la seule qui compte et comptera dans l'histoire à venir. On a voulu imposer un masque au dieu, dans l'illusion de faire ainsi disparaître sa nature divine, et par là même insupportable. Mais le regard du dieu a percé le masque. Il sourit à ceux qui, en lui, ont appris à se reconnaître.

Hans Jurgen NIGRA.

Drieu La Rochelle et la guerre

II

On aurait une idée fausse et tronquée de la pensée de Drieu La Rochelle sur la guerre si l'on s'arrêtait à cette notion d'appel que, certes, l'enfant et le rêveur ont entendu, sur lequel l'homme a réfléchi, mais qui ne rend compte ni de toutes les convictions ni de tous les sentiments inspirés par l'idée, puis par la réalité de la guerre. Au vrai, Drieu, comme bien des êtres complexes, ne ressentait vivement que ce qu'il percevait par de très fortes contradictions. Si la mort l'attirait, c'est parce qu'elle pesait douloureusement sur ses épaules et l'angoissait. Il en a été de même de la guerre, sœur de la mort. Drieu ne pouvait s'empêcher de penser à la guerre ou d'en parler mais, d'un même esprit au même moment, il récusait l'appel qu'elle lui faisait entendre.

Tout d'abord, Drieu avait constaté pour lui-même comme pour les autres, et non sans réprobation car il était de ceux qui s'efforçait de sculpter sans cesse leur personnalité, qu'en face de certains moments de la guerre, l'homme, si brave ou intelligent fût-il, n'est plus que réflexes, — et Drieu en est déçu dans sa fierté de la nature humaine.

En outre, cette réalité terrible qui brise le raisonnement de l'être et détruit l'empire que chacun prétend

avoir sur soi, de quel visage hideux n'est-elle pas apparue ! C'est à Verdun surtout que Drieu a ressenti avec le plus d'acuité, dans son esprit comme dans son corps, le recul devant les atroces blessures ou la dyssenterie. Nous partageons son émotion lorsqu'il décrit : « cette haleine puante qui découragea mon âme, ce geste obscène de la mort à mes entrailles, cette souillure à mon pantalon et enfin ce cri qui m'échappa, enfantin, inoubliable, ineffaçable, ce cri intelligent parmi le silence bestial des soldats ». L'expression de cette révolte est particulièrement révélatrice du sentiment de Drieu sur la guerre puisque lui-même qualifie, en une contradiction qui n'est qu'apparente, le cri « de refus » d'enfantin et d'intelligent... Ainsi donc, même les aspirations puériles de Drieu qui, parfois un peu naïvement, le portaient vers la guerre, ont trouvé là une barrière d'horreur.

« La guerre, nous avoue Drieu par l'intermédiaire de Gilles, est l'affaire des adolescents qui peuvent lui faire le don d'une âme ignorante... » Pourtant, on l'a vu, ce n'est pas seulement l'adolescent-Drieu qui avait entendu la voix de la guerre mais aussi l'homme dans son monde de rêve et dans celui de sa pensée. Mais, tout en écoutant cette voix, tout en lui obéissant, il lui trouve un indicible accent d'horreur. Certes, il a parlé du « couple divin, la peur et le courage », ce qui est une belle image subjective, mais il a parlé aussi de toute la médiocrité objective et subjective d'une guerre. Et, tout d'abord, de la bêtise incontestable de ses conditions, indépendamment même de la bêtise tragique du résultat ultime. Car, Drieu n'a pas manqué de relever l' inanité de certaines consignes militaires, leur bouffonnerie, la grossièreté des propos. Mais surtout, Drieu a insisté sur la honte infligée par la guerre moderne et, comme le fait remarquer P.-H. Simon, il détaille cruellement le combattant couché, vautré, aplati... « Autrefois, remarque-t-il, la guerre, c'était des hommes debout. La guerre d'aujourd'hui, ce sont toutes les postures de la honte... ». Cette guerre « à l'échelle du pissenlit » est bien, certes, la plus éloignée des rêves d'un écrivain orgueilleux.

Pourtant, ce n'est pas seulement pour toute l'horreur

physique dont elle donna la révélation aux combattants que Drieu La Rochelle récuse cette guerre sur laquelle sa pensée se reporte sans cesse et inexorablement. Malgré le romantisme indiscutable de l'attrait qu'elle a exercé sur lui, son raisonnement d'homme lui montre les destructions de tous ordres dont elle est responsable : « humanité et nature confondues s'effaçant dans le néant » ou encore : « la forme même des paysages, tout cela est dissipé comme le corps des soldats ». Sans doute ne faut-il pas interpréter comme une contradiction mais comme le cheminement d'une réflexion le fait que Drieu, qui plaça toujours si haut les valeurs viriles du courage, du calme et du commandement, et qui, au moment des combats de Charleroi ou du départ pour les Dardanelles avait pu penser que la guerre exalterait ces valeurs, ait pu écrire en 1934, ainsi que l'a souligné P. Sérant, qu'elle était « une abomination », qu'elle « détruisait les valeurs viriles » et « plaçait l'homme dans un troupeau démesuré ».

Ainsi Drieu, avec d'autres et pour d'autres, lamente la jeunesse perdue d'une génération. Il voit la menace que la guerre fait peser sur nos sociétés non seulement du fait de l'anéantissement des individus mais aussi parce qu'en ses proportions actuelles elle noie l'homme dans l'immensité d'une foule inconnaissable, éparpille la société, abstrait et rend anonyme la hiérarchie, réalisant ainsi — dit l'homme que la guerre appelle et rebute — « une bêtise telle qu'elle ne peut être que l'an mille de notre société ».

— Est-ce de ce sentiment que vient à Drieu cette parole, d'autant plus frappante qu'elle a été écrite dans « Révolution Nationale », et en 1944 : « Je ne suis pas pacifiste mais la guerre de 1918 m'a brouillé avec l'idée de guerre entre européens » ? Sans doute, et l'on peut penser que l'empreinte violente d'une guerre, à la fois fascinante et monstrueuse, s'est exercée aussi profondément sur l'intelligence que sur la sensibilité de Drieu.

De la guerre, d'ailleurs, il a mesuré non seulement l'échec mais aussi la réalité physique de la défaite... et avec cet absolutisme des grands enthousiastes il refuse

la défaite. Il ne pardonne pas non plus cela à la notion de guerre : la brusquerie et l'inanité d'une défaite. Avoir « chargé avec amour » ainsi qu'il le dit à propos de Charleroi et, le soir, se trouver en retraite... « Après cela, ajoute-t-il, je m'en suis foutu... » Mais, de ce découragement d'autant plus profond qu'il avait succédé sans transition à l'espoir, naquirent les réflexions mûries au cours du livre « Mesure de la France » et l'idée lancinante de la décadence de notre société.

Après avoir trouvé atroce la réalité, décevant le résultat, c'est plus tard seulement que Drieu récusera la guerre en son principe même de violence. C'est qu'alors Drieu sera cet homme de 1944 apparaissant à des amis, dont Paul Morand qui nous l'a raconté, comme « détaché de l'existence » et « vivant de la lecture constante des Upanishads... Mais, ce Drieu non violent, ce Drieu résigné qu'auront fait apparaître de longues méditations et beaucoup de déceptions ne fut, hélas ! qu'un Drieu en sursis de mort, car, tant qu'il eut volonté de vivre, et peut-être pour compenser sa propension au rêve, Drieu se voulut — et fut — homme d'action.

JUSTIFICATION ?

D'après ce faisceau de contradictions que sont les pensées de Drieu La Rochelle sur la guerre, on l'a vu à la fois irrésistiblement et peut-être inconsciemment attiré, puis révolté. On sait cependant que, tout en ayant récusé cette guerre moderne, tout en dénonçant sa cruauté et sa bêtise, il n'a cessé d'y penser. On peut donc se demander comment, pris entre cette attirance et cette horreur, il jugea en fin de compte soit la guerre, soit ce que Mabire appelle « l'ordre guerrier ». Cet ordre, Drieu le justifia-t-il ?

Tout d'abord, reconnaissons que Drieu n'a pas été sans admettre à la fois comme européen et comme chrétien l'aspect de punition de la guerre. Punition d'un pays comme la France qui a sans nul doute été amolli par l'idée de confort et par l'ambition du progrès matériel. Drieu pense tout d'abord à ce déséquilibre démographi-

que qu'a créé en France la baisse de la natalité et, dit-il, « le pays qui a étouffé un fils dans son lit perdra l'autre à la guerre ». Ainsi est-il amené à considérer que les frontières doivent s'élargir, qu'il faut concilier nation et fédération et, replaçant cette démonstration politique dans un contexte philosophique : « seules, les formes meurent, dit-il. Pour la vie mourir est déjà revivre » livrant peut-être son plus secret espoir sur l'immolation de la mort ou de la guerre.

D'autre part, Drieu était trop coutumier d'une pensée dialectique pour ne pas se convaincre que la guerre, en fin de compte, pouvait, de son imagerie et de sa saleté, de son élan et de son recul, constituer une forte synthèse du bien et du mal dans la condition humaine.

Rappelons que, par nature, Drieu aimait cet aspect élémentaire de l'antithèse qu'est la contradiction, même et surtout en sa forme la plus périlleuse, celle de la bravade. Pour un tel caractère, le contraste en lui-même semble fécond, le bien ne peut surgir que de l'opposition à l'environnement et la tension apparaît comme le seul moyen de trouver la détente. Ainsi en est-il au temps de la guerre... Citons en l'exemple le plus frivole et le plus connu. Drieu songe aux tranchées lorsqu'il en est loin et nous avoue même passer ses soirées de permission dans des apparences de plaisir et de luxe — notamment chez Maxim's — afin d'y mieux penser et de goûter l'extrême opposition. Cela lui est un point de départ personnel pour comprendre, ainsi que le rappelle Andreu, que, finalement, dans l'immensité de son mal, la guerre fait découvrir l'unité de la vie, car elle est vie et mort, peur et courage, action et rêve, douleur et joie.

D'autre part, et ici on tombe presque dans un lieu commun, la guerre exalte certains sentiments antithétiques de la nature humaine : elle en rend possibles l'exaltation et l'aveu, tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'êtres qui, comme Drieu ont peine à s'extérioriser. Ainsi nous avoue-t-il : « C'est par la guerre que j'ai connu l'amour... » Et, en effet, nous savons non seulement qu'il garda toujours un souvenir ébloui de ses permissions, ce qui peut être une attitude banale d'un jeune

bourgeois pourvu de relations et d'argent, mais aussi que son grand amour, celui qu'il prête à Gilles, date de la guerre, n'aurait pu naître que dans des circonstances de guerre et se fortifia de leur caractère exceptionnel. Drieu n'a pas manqué de réfléchir sur ce rôle de révélateur que peut avoir la guerre. A travers son cas particulier, il sut en saisir la portée générale et dès lors il ne pouvait nier que, pour sa génération, la guerre ait un certain aspect formateur.

Mais, on sait que le constant lien entre le Drieu romantique des années d'adolescence et le Drieu déçu dans son idéal d'homme fut un rêveur impénitent, parfois inexplicablement replié sur lui-même et poursuivant à mi-chemin du songe et de la réalité cette consolidation de la personnalité qui, en dépit de ses difficultés sociales ou personnelles, resta toujours son grand espoir. En effet, dans le secret de son imagination comme dans les plus contradictoires de ses efforts, Drieu construisait un homme, — l'Autre ou Lui — qui pût être physiquement athlétique, intellectuellement familier des plus grands auteurs de l'humanité, capable d'ajouter son apport à leur pensée, et, en outre, drôle, tendre, efficace, aimé des femmes et heureux. Seulement, il est évident que le fier, le tenace et le faible Drieu ne trouvait pas souvent — et en lui moins qu'en autrui — perfection à la mesure de son espérance. D'où cette fuite constante dans le rêve. Or, pour de telles natures, la guerre est un traumatisme si violent qu'elle justifie cette fuite et rend virtuels les mirages. D'où propension à la trouver « enrichissante pour la personnalité » et donc à amorcer une ébauche de sa justification.

La guerre peut, parfois, apparaître comme un moyen de connaissance. C'est ainsi que lorsqu'il fut blessé, Drieu eut le temps de penser avant de s'évanouir : « Ah ! quel bonheur... » ajoutant : « mais ce n'était pas d'être débarrassé de tout cela, de ce feu insupportable, de moi, mais d'être appelé à connaître... » Et même si la guerre n'apporte pas toujours la connaissance ou son anticipation, il est certain que par ses contrastes constants elle réalise ce que la paix cherche en vain : le sentiment

du prix de la vie et de la mort, la superposition naturelle de l'action et du rêve, le rapprochement imposé de la peur et du courage, la libération de la liberté et du choix.

Indépendamment de cette montée individuelle vers le sens et le savoir de la mort, montée que les chrétiens peuvent transcender en ascèse, la guerre avait un autre aspect, non plus strictement individuel, auquel Drieu écrivain n'a pas manqué d'être sensible lorsque par la suite, réfléchissant à la notion de guerre non sans en avoir mesuré l'horreur, il put établir un bilan qui n'était pas entièrement négatif. Il lui parut en effet que tout homme, dans cette retraite forcée de l'esprit laissait parler en lui les forces les plus spontanées et les plus vives. Ainsi sa pensée échappait-elle à ce rationalisme depuis longtemps ennemi de Drieu en raison de l'abus qu'on a fait, en désignant la France du nom de pays de Descartes, de distinctions abusives et, dit-il, rabougries, entre foi et raison. Par cet aveu, nous atteignons un aspect essentiel du caractère de Drieu, impulsif, engageant tout son être avec ses idées, complexe mais de conviction toujours absolue et que découragent les simplifications abusives comme celle de la notion — d'ailleurs fautive — d'une équation entre cartésianisme et réalisme. La guerre, évidemment, bouscule quelque peu cette irritante attitude du « français moyen ». Elle ramène à l'essentiel, en bien ou en mal. C'est de quoi Drieu, en fin de compte, lui reste reconnaissant.

En outre, la guerre paraissait à Drieu le champ clos où pouvait, en s'affrontant, se fortifier le personnage trop conventionnel du temps de la paix et celui que, par réaction contre les conditions physiquement grégaires du front, l'esprit développait en chaque combattant. N'oublions pas que, pour Drieu, c'est la société qui puise sa force dans l'addition de personnalités vigoureuses et non pas l'homme qui est conditionné par les structures sociales. La guerre réalisait donc, ainsi que le fait remarquer G. Plazy, à propos de « Le jeune Européen » « la destruction lente du personnage social parallèle à l'épanouissement du soi ».

Dans cette lutte où chacun comprend le prix de la vie de tous, ce ne sont donc pas seulement les contours des personnalités individuelles qui s'affirment, ce sont aussi les sociétés qui, par ce moyen, se forment. Sociétés nationales ou internationales. Il est inutile de rappeler combien la guerre brasse et rapproche les éléments humains les plus divers. Drieu y a été très sensible et ses témoignages abondent sur ce point. On ne peut négliger sa reconnaissance envers son « tampon » dont le regard vint le rattacher à la vie au moment où, en première ligne, avant Charleroi, il connut la tentation du suicide. On pense aussi à la satisfaction qu'eut Drieu d'approcher ce monde si différent du sien qu'était celui des juifs et son régiment et à aider leur rabbin à préparer la Fête de Yom Kippour. Drieu n'oublia jamais que seule la fraternité du front lui avait permis en ce cas le dépassement de son individualisme.

Cette idée de la réconciliation sociale, nous pourrions dire, si nous ne nous étions interdit d'aborder la discussion politique du sentiment de la guerre chez Drieu qu'il la transposa sur un plan européen et que ce sont ses souvenirs de guerre qui lui firent voir dans la possibilité d'une entente de toute l'Europe continentale celle du salut de l'Occident.

Mais, surtout, la grande leçon de la guerre pour Drieu La Rochelle a été ce « frémissement spirituel » qu'elle lui a si souvent permis de connaître. Frémissement lorsque par la prise de conscience de sa solidarité avec tous elle lui fait mesurer la grandeur et la fragilité de la condition humaine. Frémissement lorsqu'il se vainct lui-même : « Je m'étais levé entre les morts... J'ai su ce que veulent dire grâce et miracle... » Et frémissement spirituel aussi parce que, depuis les premiers poèmes d'Interrogation, la vie de Drieu a été un long dialogue avec la mort et donc avec le Dieu de son enfance qu'il ne renia jamais et dont chaque approche l'émouvait. Car la contradiction la plus tragique de Drieu reste que, s'étant éloigné de sa religion il n'ait pu se délivrer d'une recherche constante de la fin spirituelle de toute vie, que ce soit celle d'une nation ou celle d'un homme. Or, à

défaut de la réponse de Dieu, il lui semblait que cette fin pouvait être le sacrifice. D'où cet appel de la guerre et, en fin de compte, sa justification.

Il faut le redire en concluant : malgré le soin que l'on a voulu prendre d'observer plutôt « la » guerre qu'« une » guerre et en dépit du fait que Drieu lui-même s'est moins préoccupé de l'ennemi ou d'une haine d'ailleurs non éprouvée que de l'impact d'un état de guerre sur lui-même ou sur les proches combattants, trop de divergences de générations apparaissent entre celle de 1914 — celle de Drieu — et celle des contestataires actuels pour que les convictions ou les déductions de la première puissent dans leur forme originale être entendues par la seconde. Tout au plus donnent-elles l'occasion de réfléchir aux démarcations qui, comme ce demi-siècle coupé d'une guerre, séparent ces deux jeunesses.

On est tout d'abord frappé par la différence du vocabulaire. Les syllabes restent les mêmes mais le choix et le sens des mots préférentiels sont intégralement modifiés. Ceux qu'on rencontre le plus fréquemment dans l'œuvre de Drieu La Rochelle à propos de la guerre : hiérarchie, élite, virilité, force, sacrifice, gardent chez lui une résonance pleine et enclosent une promesse d'efficacité, mais ils sont actuellement les plus battus en brèche et parfois même déconsidérés. Quant au contenu des valeurs impliquées, n'est-il pas lui aussi transmué puisque, si Drieu trouve à la guerre qualité de sculpteur, c'est en tant qu'elle façonne chaque personnalité humaine, laquelle importe moins aujourd'hui que la structure sociale qui la détermine et la contient ?

Laudator temporis acti... Il serait vain de continuer. Par contre, et en raison précisément de la rapidité d'évolution de la pensée sur l'hypothèse d'une guerre mondiale, n'y a-t-il pas intérêt à porter à son dossier les témoignages les plus marquants ? Celui de Drieu La Rochelle semble particulièrement significatif puisque, contemporain de la génération de la première guerre mondiale, et très représentatif de ses sentiments, il sut aussi influencer fortement celle qui dut affronter la seconde. Or, si l'on cherche à dégager le sens général de ce témoignage,

on est frappé de constater, sous les apparences d'un ton parfois désinvolte, la constance du culte de l'exigence et de l'effort sur soi auquel put le maintenir sa recherche du sens de la guerre.

Qu'on ne nous fasse pas écrire qu'il l'a trouvée désirable... il en a condamné si formellement le principe dans la vie moderne qu'il a même osé écrire en 1930 : « nous ne marcherions pas... » Mais, on nous concédera qu'il a voulu rendre, pour tout vrai caractère d'homme, « utilisables » cette guerre qu'il avait faite et celle qu'il aurait voulu éviter à l'Europe. Dans ce but, il a essayé d'accomplir ce qu'il estimait sa mission : celle de l'élite. Et, d'autre part, il s'est efforcé de retrouver, sous-jacente à la réalité contestable, la justification philosophique présente en toute institution humaine. C'est à ce titre que son opinion nous est précieuse.

J.-M. DE BOISSARD.

Origines et conséquences du « Talmud »

Le Talmud est l'objet d'une légende. A peu près inconnu des non-juifs, impossible à trouver en librairie, connu seulement par des fragments arbitrairement sélectionnés et souvent malhonnêtement utilisés, il passe, tantôt pour une compilation illisible qui n'a plus de nos jours aucune importance et que personne ne lit ou n'observe plus, tantôt pour un recueil de préceptes secrets et abominables qui inspire les actions ténébreuses des juifs et qui est un bréviaire de haine, ferment toujours aussi actif et jalousement dissimulé aux profanes. Le Talmud n'est ni l'un ni l'autre. Il est à la fois une sorte de journal, un « livre de raison » des communautés juives, et aussi un recueil de règles et un répertoire de rites dont certains ont disparu ou sont peu applicables, et il est incompréhensible si l'on ne se réfère pas aux dates et aux circonstances lors desquelles ces préceptes furent rédigés. Les exagérations qui ont cours sur le Talmud prouvent la plupart du temps l'incapacité de ceux qui les profèrent à comprendre la mentalité juive et à se faire une idée juste et actuelle des problèmes posés par la sur-puissance des juifs dans une civilisation mercantile. Le Talmud a une histoire qui est inséparable de l'histoire des communautés juives. Nous avons extrait les explications qui suivent d'un livre de Bernard Lazard, L'Antisémitisme, à la fois célèbre et

introuvable depuis quarante ans, que la collection Documents et témoignages a eu l'heureuse idée de réimprimer et qu'on peut trouver en vente notamment à la Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6°).

Voici comment Bernard Lazard, juif lui-même comme on le sait, explique les circonstances dans lesquelles furent rédigées un certain nombre de parties de l'actuel Talmud, les oppositions qu'elles rencontrèrent et les conséquences qu'elles eurent sur la mentalité juive.

Pour préserver Israël des pernicieuses influences du dehors — pernicieuses, disait-on, pour l'intégrité de la foi — ses docteurs s'efforcèrent de l'astreindre à l'exclusive étude de la loi (1). Des efforts en ce sens furent faits dès l'époque des Machabées, au moment où les hellénisants constituaient un grand parti en Palestine. Vaincus d'abord, ou du moins peu écoutés, ceux qu'on appela plus tard les obscurantistes continuèrent leur besogne. Quand, au XII^e siècle, l'intolérance et le bigotisme juifs grandirent, quand l'exclusivisme s'accrut, la lutte entre partisans de la science profane et ses adversaires devint plus vive, elle s'exaspéra après la mort de Maïmonide et se dénoua par la victoire des obscurantistes.

Moïse Maïmonide avait dans ses œuvres, et notamment dans le *Moré Neboukhim (Guide des Égarés)* (2), tenté de concilier la foi et la science. Aristotélicien convaincu, il avait voulu unir la philosophie péripatéticienne et le mosaïsme, et ses spéculations sur la nature de l'âme, sur son immortalité trouvèrent des défenseurs et des admirateurs ardents, des détracteurs farouchés. Ces derniers lui reprochèrent de sacrifier le dogme à la métaphysique et de dédaigner les croyances fondamentales du Judaïsme : la résurrection des corps par exemple. En réalité les Maïmonistes, principalement en France et en Espagne, étaient portés à négliger les pratiques rituelles, les cérémonies tatillonnes du culte : hardiment rationalistes, ils expliquaient allégoriquement les miracles bibliques comme avaient fait autrefois les disciples de Philon, et ils échappaient à la tyrannie des prescriptions religieuses. Ils

prétendaient participer au mouvement intellectuel de leur temps et se mêler, sans abandonner leurs croyances, à la société au sein de laquelle ils vivaient. Leurs adversaires tenaient pour la pureté d'Israël, pour l'intégrité absolue de son culte, de ses rites et de ses croyances ; ils voyaient dans la philosophie et dans la science les plus funestes ennemis du Judaïsme, et affirmaient que si les Juifs ne se ressaisissaient, s'ils ne rejetaient loin d'eux tout ce qui n'était pas la Loi sainte, ils étaient destinés à périr et à se dissoudre parmi les nations. A leur point de vue étroit et fanatique, sans doute n'avaient-ils pas tort, et c'est grâce à eux que les Juifs persistèrent partout comme une tribu étrangère, gardant jalousement ses lois et ses coutumes, résignée à la mort intellectuelle et morale plutôt qu'à la mort physique et naturelle des peuples déchus.

En 1232, le rabbin Salomon de Montpellier lança l'anathème contre tous ceux qui liraient le *Moré Neboukhim* ou se livreraient aux études scientifiques et philosophiques. Ce fut le signal du combat. Il fut violent de part et d'autre, et on eut recours à toutes les armes. Les rabbins fanatiques en appelèrent au fanatisme des dominicains, ils dénoncèrent le *Guide des Égarés* et le firent brûler par l'inquisition : ce fut l'œuvre de Salomon de Montpellier et elle marqua la défaite des obscurantistes. Mais cette défaite ne clôtura pas la lutte. A la fin du siècle elle fut reprise par don Astruc de Lunel, soutenu par Salomon ben Adret de Barcelone, contre Jacob Tibbon de Montpellier. A l'instigation d'un docteur allemand, Ascher ben Yehiel, un synode de trente rabbins, réuni à Barcelone sous la présidence de Ben Adret, excommunia tous ceux qui avant vingt-cinq ans lisaient d'autres livres que la Bible et le Talmud.

L'excommunication contraire fut prononcée par Jacob Tibbon, qui, à la tête de tous les rabbins provençaux, défendit hardiment la science condamnée. Tout fut vain : ces misérables Juifs, que le monde entier tourmentait pour leur foi, persécutèrent leurs coreligionnaires plus âprement, plus durement qu'on ne les avait jamais persécutés. Ceux qu'ils accusaient d'indifférence

étaient voués aux pires supplices ; les blasphémateurs avaient la langue coupée ; les femmes juives qui avaient des relations avec des chrétiens étaient condamnées à être défigurées : on leur faisait l'ablation du nez. Malgré cela, les partisans de Tibbon résistèrent ; si, pendant le XIV^e et le XV^e siècles, en Espagne, en France et en Italie, la pensée juive ne mourut pas complètement, c'est à eux qu'elle le dû. Encore tous ces hommes, comme Moïse de Narbonne et Lévy de Bagnols, comme Elie de Crète et Alemani, le maître de Pic de la Mirandole, étaient-ils des isolés, ainsi que plus tard Spinoza. Quant à la masse des Juifs, elle était entièrement tombée sous le joug des obscurantistes. Elle était désormais séparée du monde, tout horizon lui était fermé ; elle n'avait plus, pour alimenter son esprit, que les futiles commentaires talmudiques, les discussions oiseuses et médiocres sur la loi ; elle était enserrée et étouffée par les pratiques cérémonielles, comme les momies emmaillotées par leurs bandelettes : ses directeurs et ses guides l'avaient enfermée dans le plus étroit, le plus abominable des cachots. De là, un ahurissement effroyable, une affreuse déchéance, un affaissement de l'intellectualisme, une compression des cerveaux que l'on rendit inaptés à concevoir toute idée.

Désormais, le Juif ne pensa plus. Et quel besoin avait-il de penser, puisqu'il avait un code minutieux, précis, œuvre de légistes casuistes, qui pouvait répondre à toutes les questions qu'il était licite de poser ? Car on interdisait au croyant de s'enquérir des problèmes que n'indiquait pas ce code : le Talmud. Dans le Talmud, le Juif trouvait tout prévu ; les sentiments, les émotions, quels qu'ils fussent, étaient marqués ; des prières, des formules toutes faites permettaient de les manifester. Le livre ne laissait place ni à la raison, ni à la liberté, d'autant qu'on en proscrivait presque, en l'enseignant, la partie légendaire et la partie gnomique pour insister sur la législation et le rituel. Par une telle éducation, le Juif ne perdit pas seulement toute spontanéité, toute intellectualité : il vit diminuer et s'affaiblir sa moralité. Les talmudistes tenant compte seulement des actes, actes extérieurs accomplis machinalement, et non d'un but

moral, restreignirent d'autant l'âme juive ; et, entre le culte et la religion qu'ils préconisèrent et le système chinois du moulin à prières, il n'y a que la différence qui sépare la complexité de la simplicité. Si, par la tyrannie qu'ils exercèrent sur leur troupeau, ils développèrent chez chacun l'ingéniosité et l'esprit de ruse nécessaires pour échapper au filet qui saisissait impitoyablement, ils accrurent le positivisme naturel des Juifs en leur présentant comme unique idéal un bonheur matériel et personnel, bonheur que l'on pouvait atteindre sur la terre si on savait s'astreindre aux mille lois culturelles. Pour gagner ce bonheur égoïste, le Juif, que les pratiques recommandées délivraient de tout souci, de toute inquiétude, était fatalement conduit à rechercher l'or, car, étant données les conditions sociales qui le régissaient, comme elles régissaient tous les hommes de cette époque, l'or seul pouvait lui procurer les satisfactions que concevait sa cervelle bornée et rétrécie. Ainsi par lui-même et par ceux qui l'entourèrent, par ses lois propres et par celles qui lui furent imposées, par sa nature artificielle et par les circonstances, le Juif fut dirigé vers l'or ; il fut préparé à être le changeur, le prêteur, l'usurier, celui qui capte le métal, d'abord pour les jouissances qu'il peut procurer, puis pour l'unique bonheur de sa possession ; celui qui, avide, saisit l'or, et, avare, l'immobilise. Le Juif devenu tel, l'antijudaïsme se compliqua, les causes sociales se mêlèrent aux causes religieuses, et la combinaison de ces causes explique l'intensité et la gravité des persécutions qu'Israël eut à subir.

En effet, les Lombards et les Caorsins, par exemple, furent en butte à l'animosité populaire ; ils furent haïs et méprisés, mais ils ne furent pas victimes de systématiques persécutions. Que les Juifs détinssent des richesses on le trouvait abominable, surtout à cause de leur qualité de *Juifs*. Contre le chrétien qui le spoliait et ne valait d'ailleurs ni plus ni moins que le Juif, le pauvre hère dépouillé ressentait moins de courroux qu'il n'en éprouvait contre le réprouvé israélite, ennemi de Dieu et des hommes. Le déicide, déjà objet d'horreur, étant devenu l'usurier, le collecteur de taxes, l'impitoyable

agent du fisc, l'horreur s'aggrava ; elle se compliqua de la haine des pressurés, des opprimés. Les esprits simples ne cherchèrent pas les causes réelles de leur détresse ; ils n'en virent que les causes efficientes. Or, le Juif était la cause efficiente de l'usure ; c'est lui qui, par les gros intérêts qu'il prenait, causait le dénuement, l'âpre et dure misère ; c'était donc sur le Juif que tombaient les inimitiés. Le peuple souffrant ne s'inquiétait guère des responsabilités ; il n'était pas économiste, ni raisonneur ; il constatait qu'une lourde main s'abattait sur lui : cette main était celle du Juif, il se ruait sur le Juif. Il ne se ruait pas que sur lui, et souvent, quand il était à bout de force et de patience, il frappait sur tous les riches indistinctement, tuant Juifs et chrétiens. Les Pastoureaux détruisirent, en Gascogne et dans le Midi de la France, cent vingt communautés juives, mais ils ne mirent pas seulement à mal les Juifs : ils envahirent des châteaux, ils exterminèrent les nobles et ceux qui possédaient. Dans le Brabant, les paysans qui assiégèrent Genappe, lieu de résidence des Juifs, n'épargnèrent pas leurs coreligionnaires. De même dans les pays rhénans, lorsque les rois Armleder soulevèrent les Gueux, ils ne traînèrent pas seulement après eux des *Judenschlœger* (3), mais aussi des tueurs de riches. Seulement, parmi les chrétiens, c'étaient les possesseurs qui subissaient les violences des révoltés, les pauvres étaient épargnés, parmi les Juifs, on exterminait, pauvres et riches indistinctement car ils étaient, avant tout crime, coupables d'être Juifs. A la colère d'être dépouillés par des maudits, et ces maudits étant d'une race étrangère, formant un peuple à part, nulle considération ne retenait plus les spoliés.

(1) Ch. 1.

(2) *Guide des Égarés* (traduction de S. Munk).

(3) *Massacreurs de Juifs*.

Chronique des Arts

*Chefs-d'œuvre des arts indiens et esquimaux du Canada
au Musée de l'Homme*

Rendant compte ici-même de l'Exposition consacrée à l'art des Mayas, organisée au Grand Palais et qui fut certainement une des expositions les plus remarquables du calendrier 1968, j'émettais le vœu qu'à l'initiative des Etats-Unis une manifestation analogue concernant l'art des tribus indiennes de l'Amérique du Nord soit proposée aux amateurs parisiens, grands et petits, exposition promise au plus grand succès en raison même de la curiosité, voire de l'engouement, que suscite tout ce qui a trait à la vie et aux coutumes des indiens peaux-rouges, dont le folklore a été vulgarisé par le cinéma et toute une littérature. Reste à connaître de manière moins fantaisiste ce qui se rapporte aux cultures et aux traditions de ces populations qui occupèrent le continent américain dans sa partie septentrionale à l'ère précolombienne : cultures cynégétiques et de cueillette sur toute l'étendue de la grande savane ; cultures agricoles et sédentaires dans les territoires en bordure des côtes du Pacifique et de l'Atlantique.

Mon vœu est en partie comblé, grâce à l'heureuse initiative de la *Société des Amis du Musée de l'Homme*, au talent et aux soins de Marcel Evrard, commissaire général de la présente *Exposition des chefs-d'œuvre des*

arts indiens et esquimaux du Canada. Nous leur devons déjà l'organisation de manifestations toutes réalisées avec la même intelligence et le même goût dans le choix et la présentation de leurs éléments : *Chefs-d'œuvre du Musée de l'Homme — Arts connus et arts méconnus de l'Afrique noire — Collection Paul Tishmann — Arts primitifs dans les ateliers d'artistes.*

Ce qui caractérise ces manifestations exemplaires, c'est à la fois le soin et la méthode apportés à leur préparation, par un choix d'objets en fonction de leur double intérêt documentaire et esthétique, l'établissement de catalogues qui sont de remarquables instruments d'étude et de parfaites réussites typographiques, les plus beaux peut-être réalisés jusqu'ici ; et aussi le cadre dans lequel elles nous sont offertes : ambiance obscure, cimaises et vitrines revêtues de tentures noires, chaque sculpture, chaque objet isolé sous la lumière des spots. Il convient d'en remercier la *Société des amis du Musée de l'homme*, que préside avec tant d'autorité et de générosité Madame Alix de Rothschild, assistée des membres de son comité, de son secrétaire général, Henri Lehmann et de son administrateur, Marie-Jean Béraud-Villars.

Si à s'en tenir à son thème géographique et ethnographique la présente exposition ne couvre qu'une partie des arts indiens de l'Amérique du Nord, il se trouve que par l'originalité et la valeur de ses témoignages elle illustre ce qui nous reste de plus significatif de l'art des groupements humains, ayant élaboré durant des millénaires des types de cultures et des civilisations, que la découverte et la colonisation de l'Amérique du Nord devaient en grande partie effacer, occulter ou détruire. En raison des emprises plus difficiles ou plus tardives exercées par les colonisateurs dans les régions arctiques et subarctiques du continent Nord, du maintien de l'habitat traditionnel des tribus eskimos ou amérindiennes, en une vaste région encore sous-peuplée, de la conservation des témoignages de leurs civilisations originales (un certain nombre à l'état archéologique) les musées canadiens et, en particulier *le Musée national de l'Homme* à Ottawa,

disposent d'un répertoire muséographique particulièrement riche. Si ce n'eût été l'inauguration prochaine de nouveaux bâtiments requérant l'immobilisation des pièces les plus importantes à l'occasion de la célébration du Centenaire de la Fédération, la sélection faite par Marcel Evrard eût été certainement plus exhaustive. Telle qu'elle s'offre à nous, avec 185 pièces retenues et soigneusement décrites à son catalogue, l'Exposition du Musée de l'Homme, qui restera ouverte de mars à septembre 1969, est des plus passionnantes.

Elle comprend quatre sections. Celle consacrée aux *Esquimaux* : 21 pièces, pour la plupart ivoires sculptés de petites dimensions. La section la plus importante, celle concernant *les Indiens de la Côte Nord-Ouest* : 104 pièces, comportant les sculptures de la plus grande dimension, dont les poteaux sculptés de la Colombie britannique, offrant de grandes analogies avec les *tiki* océaniques, des masques polychromés, des panneaux, des vases et des plats cérémoniels en bois sculpté et ornés de reliefs en champlévé, polychromés, des mortiers de pierre proches des hauts reliefs ornant les temples du Yucatan ; beaucoup évoquent par leurs ornements emblématiques ceux des bronzes protohistoriques chinois marqués du t'ao-t'ie. Il y a là quelques incontestables chefs-d'œuvre pouvant prendre place à côté des sculptures les plus élaborées des grandes époques archaïques : tels ce masque en bois sculpté de Metlakatla, représentant une tête de puma ; ce masque humain en basalte de Kit Katla, un des deux exemplaires connus de masques de pierre de la Côte Pacifique ; ces plaques de cuivre, en forme de bouclier, qui servaient de numéraire, revêtus de motifs totémiques d'une extraordinaire noblesse. Les sections se rapportant aux *Indiens des prairies canadiennes* et aux *Indiens de l'Est* : 60 pièces nous proposant à part quelques objets sculptés, dans l'Alberta et le Saskatchewan, des vêtements, des pare-flèches, des coiffures de peau, ornés de peintures, de broderies, de perles, de plumes et de fourrures, qui évoquent le mieux l'art de la parure et des attributs cérémoniels des tri-

bus peaux-rouges, tel que l'évoquent les récits folkloriques.

Cette exposition, qui restera ouverte jusqu'à la fin des vacances d'été, recevra sans doute de nombreux visiteurs. Outre son intérêt esthétique et documentaire, elle soulève de nombreux problèmes relatifs au peuplement du continent américain, à l'origine et au développement de ses cultures autochtones, à n'en pas douter asiatiques, à la suite des migrations et des transferts de traditions qui se sont opérés par la voie septentrionale, à travers l'actuel Détroit de Behring, et le pont continental qui dut s'affaisser, il y a quelques millénaires, conséquence des bouleversements géologiques intervenus sur la ligne de fracture des hauts fonds du Pacifique occidental.

F.-H. LEM.

L'Opposition libérale en U.R.S.S.

●

LE MEMORANDUM SAKHAROV ET L'AFFAIRE GRIGORENKO

Tous nos lecteurs connaissent le mémorandum de Sakharov, atomiste soviétique et membre de l'Académie des Sciences de Moscou, dont la grande presse a longuement parlé. Ce témoignage est la preuve de l'existence d'une opposition en U.R.S.S., qui a pour l'instant subi une défaite politique, mais qui n'en existe pas moins et qu'il est important de connaître. On sait que ce mémorandum de Sakharov demandait une libéralisation du régime soviétique dans laquelle l'auteur voyait le seul fondement possible d'une véritable politique de coexistence pacifique. Parmi les réactions provoquées par ce document, l'une des plus intéressantes, parce qu'elle provient de l'U.R.S.S., est un texte rédigé par un groupe d'intellectuel d'Estonie et qui circule actuellement en U.R.S.S. sous forme de brochure ronéotypée. Ce document a été reproduit par le bulletin mensuel Rencontres internationales dans son n° de septembre 1969, qui l'a fait suivre dans le même numéro d'une documentation concernant l'affaire Grigorenko et l'extermination des populations tartares de Crimée, que nous donnons également. Ces divers témoignages prouvent l'existence d'une

oppo
tatio
seign
men
crati

Ce
notre
bom
indin
son
moro
rage
œu
tir c
réflé
luer
enfin
vant
La b
« Le
nant
plus
mon
nètes
morr
No
des
mais
nos
scien
ser.
scien

opposition libérale en U.R.S.S. et en indiquent l'orientation et les difficultés, en même temps qu'ils nous renseignent éloquemment sur les conditions de fonctionnement de ce que M. Waldeck-Rochet appelle une « démocratie avancée ».

I

RÉPONSE D'UN GROUPE D'INTELLECTUELS D'ESTONIE AU MÉMORANDUM DE L'ACADÉMI- CIEN SAKHAROV.

Cette brochure est une manifestation remarquable dans notre littérature non officielle. Un des créateurs de la bombe thermonucléaire soviétique, et par conséquent, indirectement responsable du cul-de-sac nucléaire actuel, son auteur soulève un certain nombre de questions primordiales de notre temps, faisant preuve d'un grand courage civique et montrant combien tout ceci lui tient à cœur. Cela prouve que nos savants commencent à sortir du cadre spécifique étroit de leurs investigations, à réfléchir sur les conséquences de leurs recherches, à évaluer la valeur morale de leur activité. Ils commencent enfin à réaliser leur propre responsabilité humaine devant les valeurs mortelles dont ils ont empli l'univers. La brochure de Sakharov se partage en deux parties : « Les dangers » et « Le fondement de l'espoir », concernant une analyse du passé, évoquant les problèmes les plus importants de l'actualité, fixant des buts généreux et montrant les façons d'y accéder. Tous les hommes honnêtes et pensants de notre société soussigneraient les moments essentiels de la brochure.

Nous allons parler, dans le présent article, non pas des points où nous sommes d'accord avec Sakharov, mais essentiellement sur nos divergences de vue et sur nos propositions. L'appartenance de l'auteur au milieu scientifique donne un cachet spécifique à sa façon de penser. Il fonde beaucoup trop d'espoirs sur les moyens scientifiques et techniques, les mesures économiques, la

bonne volonté des leaders de la société, le bon sens des hommes ; il voit les causes essentielles de la crise mondiale actuelle, hors du cadre de notre société... Et ici l'auteur se trompe lourdement, cédant au parti-pris fondamental de l'époque ; il voit les causes et préfère les moyens extérieurs matériels, ignorant les moyens intérieurs, spirituels, politiques et organiques.

Nous montrerons trois facteurs se trouvant être simultanément buts et moyens d'y parvenir.

I. — *Facteur moral et philosophique.*

Les bouleversements politiques ayant eu lieu au XX^e siècle dans notre société, amenèrent l'éviction du christianisme en tant que forme idéologique essentielle, la destruction de ses valeurs morales. La nouvelle idéologie matérialiste ne put (et ne pouvait d'ailleurs pas) remplacer ces valeurs perdues. Un vide moral s'est créé, ce qui amena un dédoublement de la personnalité morale de l'homme dans notre société. D'un côté il y eut une morale externe de démonstration, faussement collective, de l'autre, une morale interne sortant des tréfonds, primitive et féroce, égoïste. Cela engendra une société à solidification mécanique externe, mais en fait bâtie sur la personnalité humaine aliénée de la société, ayant peur de son prochain, se sentant infime et solitaire devant l'énorme machine de l'Etat. Dans ce genre de société formée d'éléments isolés, les tristes événements que pleure justement Sakharov sont inévitables. Plus encore : ils lui sont organiquement inhérents. Il importe ici de souligner une question : ne portons-nous pas trop d'accusations contre la personnalité démoniaque de Staline et les « cadres » qui lui furent fidèles ? Mais c'est la société tout entière qui porte la responsabilité directe de ces événements. N'est-ce pas elle qui, par son inertie, son indifférence, sa servilité, son ignorance, par sa cruauté enfin, a provoqué tous les excès de la période du culte de la personnalité ? Une idole est impensable si les idolâtres ne sont pas là pour l'adorer. Pire encore, si un nouveau Staline vient à paraître, tout peut recommen-

cer depuis le début. Nous possédons pour cela aussi bien une base morale et psychologique qu'une base sociale directe. Seuls un accroissement du niveau moral de notre société, de son activité civique consciente, un éveil du sentiment de la responsabilité personnelle peuvent s'opposer effectivement à cette bacchanale sanglante.

Pour cela, il faut d'abord que se créent de nouvelles valeurs morales. Notre société doit soit élaborer, soit emprunter, mais de toutes manières chercher et trouver un nouvel enseignement moral et philosophique. Un tel enseignement n'existe, semble-t-il, pas encore. Mais ceux qui cherchent, trouveront.

Ceci est une des conditions au renouveau moral et au développement digne de notre société.

II. — *Facteur social et politique.*

A) *Facteur interne.*

Notre société se trouve actuellement dans un état d'instabilité politique. Elle est instable et précaire. A tout moment une forte personnalité peut accéder au pouvoir, établir un ordre re-stalinien plonger le pays dans l'abîme de l'arbitraire et des répressions. Les millions de victimes, dont fait état la brochure, recevront alors un renfort non négligeable. Seules les libertés politiques (et non seulement les intellectuelles) et l'activité civique constituent un antidote au néostalinisme. La libération de la société serait impossible sans le concours des forces d'initiative qui sont en elle. Une démocratisation des plus larges est actuellement aussi indispensable pour notre société que l'air. Le droit de la minorité à l'opposition doit être légalisé. L'activité des organismes du pouvoir doit être placée sous contrôle de la société. Le Soviet Suprême doit être un forum de l'action et non point un mécanisme de l'unanimité. Le système électoral doit être institué sur une base de pluripartisme. Les représentants d'avant-garde de notre société, son élément le plus noble et le plus courageux, persécutés pour avoir osé être eux-mêmes, créer indépendamment et penser sans contrainte, exposer leurs opinions, doivent être immé-

diatement libérés, en commençant par Daniel et Sinyavsky, en terminant par les participants à la démonstration du 25 août sur la Place Rouge contre l'occupation de la Tchécoslovaquie (Litvinov, Larissa Daniel et les autres). La question nationale doit être réglée avec justice, les peuples doivent voir garanti leur droit à une existence souveraine dans le sein d'un Etat. Un réexamen de la conception d'égoïsme de classe est nécessaire. Toutes les couches et les ordres de la société doivent posséder des droits égaux. Il est vain de nous assurer que les idéaux des libertés politiques sont étrangers à nos peuples, que seuls des intérêts matériels leur sont inhérents. Même si ceci est exact quant à une certaine partie des gens, le devoir de notre intelligentsia consiste non pas à s'accommoder à l'ignorance, mais à éduquer le peuple à élever son niveau moral et politique.

Certains pseudo-théoriciens ou des diffamateurs serviles accusent à tort notre intelligentsia d'avant-garde de « sionisme », de « contre-révolution ». Ce n'est pas le mot « contre-révolution » qui est inscrit sur leur drapeau, mais « contrestalinisme ».

Voilà déjà douze ans, depuis le XX^e Congrès, que nous attendons et demandons aux autorités d'effectuer des réformes libératrices ; nous acceptons de demander et d'attendre encore quelque temps. Mais après, nous exigerons et agirons. Et alors ce n'est plus à Prague et à Bratislava qu'il faudra introduire des divisions de chars mais à Moscou et à Léninegrad.

B) *Facteur international.*

Nous nous devons avant tout de juger d'une façon critique notre propre rôle dans le monde. C'est bien chez nous que prit naissance la doctrine du communisme militant et combatif. La doctrine de la coexistence pacifique elle-même naquit non point des considérations humanitaires mais surtout de la peur pour notre propre sécurité, des exigences de conjonctures. N'est-ce pas notre pays qui « annexa » pendant la période des années 1939-1949, 700.000 kilomètres carrés de l'Europe, sur huit pays

d'une superficie de 1.274.000 kms carrés? En même temps les territoires des autres pays vainqueurs n'ont pratiquement pas changé de superficie. Tout ceci chatouille probablement d'une façon agréable les sentiments de grande puissance de certains patriotes de clocher, mais ne contribue d'aucune manière à la détente de la tension internationale et ne peut être considéré comme étant hautement moral.

Nous devons renoncer à l'accumulation insensée de territoires, à la progression de la puissance de grand état, à l'agressivité. Nous devons coopérer à l'établissement d'une ceinture d'Etats neutres à nos frontières sous l'observation de l'O.N.U., faire la paix avec les autres puissances, transférer la majeure partie des ressources de l'état de la construction de la machine de guerre à la construction culturelle et économique. Etant donné que c'est nous qui sommes responsables pour la plus grande partie de la tension dans le monde, c'est à nous qu'il convient d'effectuer, les premiers, les plus grands pas vers la réconciliation.

III. — *Facteur économique-matériel.*

Le développement économique le plus impétueux ne peut, par lui-même amener une amélioration miraculeuse de la société, ni supprimer le mal social. Si l'on veut améliorer l'homme, c'est en agissant par l'intermédiaire de son estomac que l'on y arrivera le moins. Un loup rassasié ne se transforme jamais en agneau. Si notre but réside en la création d'un homme moral, le facteur matériel et économique ne se trouve être qu'un additif aux facteurs 1 et 2, en découle naturellement. Nos économistes (?) doivent avoir la possibilité de rechercher et d'emprunter largement et librement, pour arriver à trouver les souples formes de compromis en matière d'économie qui assureraient de la façon la plus effective les besoins non pas tellement de l'Etat, que de tous les membres de la société. L'orientation des hommes vers les besoins essentiellement matériels, en tant que but en soi, est une erreur politique grossière. Les besoins maté-

riels ne peuvent être justifiés que comme un moyen d'atteindre les buts moraux, les idéaux du bien, qui manquent tellement en ce monde de violence et de mal.

En considérant tout ce qui a été dit plus haut, nous estimons nécessaire de compléter les thèses de A.D. Sakharov.

Il est nécessaire :

- 1 — Que non seulement le divorce existant entre les puissances adverses soit supprimé, mais que ces puissances se rapprochent directement.
- 2 — Que se réalisent non seulement la coexistence et la coopération, mais aussi une réconciliation pure et simple.
- 3 — Que l'on lutte non seulement contre la faim physique, mais également contre la faim morale des hommes.
- 4 — Qu'il y ait non seulement des lois sur la presse, mais aussi des lois garantissant les libertés politiques de la personne humaine.
- 5 — Que le stalinisme soit non seulement limité et démasqué, mais aussi complètement liquidé.
- 6 — Que les condamnés politiques ne soient pas amnistiés, mais complètement libérés, d'une garantie de non-persécution pour opinions leur soit donnée.
- 7 — Que soit effectuée non pas une réforme économique bornée mais des transformations économiques radicales.

Et, avant tout, il faut mettre fin non seulement à l'isolement interne, mais aussi à l'isolement externe.

En conclusion, nous nous adressons à tous les esprits d'avant-garde de notre société : Ne vous en tenez pas à l'anticipation technico-scientifique, aux illusions agréables, à l'éveil d'espérances teintées en rose. Créez de nouvelles valeurs morales et sociales. Travaillez à de nouveaux idéaux sociaux, politiques et économiques. Donnez-nous un programme d'action si nos revendications et nos espérances se révèlent vaines.

Le
Popu
à la
S.S.
dipl
à Pa
mer
ment
natio
l'égar
du N
pays
desti
Tatar
tions-

Vo

Au
laire
voul
à l'op
testat
soviét
minat
des p
Jusc
sentai
compt
« Rép

II

L'AFFAIRE GRIGORENKO

Le Dr Vladimir Poremsky, Président du N.T.S. « Union Populaire du Travail » — mouvement d'opposition russe à la dictature, déployant son activité aussi bien en U.R.S.S. qu'en Occident, vient d'adresser aux représentants diplomatiques des Etats membres de l'O.N.U. accrédités à Paris une lettre dans laquelle il leur demande d'informer leurs gouvernements respectifs, ainsi que les parlements et l'opinion publique de la politique de discrimination frisant le génocide pratiquée par l'U.R.S.S. à l'égard du peuple des Tatars de Crimée. Le Président du N.T.S. formule l'Espoir que les gouvernements des pays libres accorderont toute leur attention au tragique destin de ce petit peuple et poseront le problème des Tatars de Crimée devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies.

Voici le texte de la lettre adressée par le Dr Poremsky :

« Monsieur l'Ambassadeur,

Au nom de l'opposition russe, le N.T.S. (Union Populaire du Travail-Solidaristes russes) vous prie de bien vouloir transmettre au gouvernement, au Parlement et à l'opinion publique de votre pays que, malgré les protestations énergiques de l'opinion russe, le gouvernement soviétique continue à pratiquer une politique de discrimination raciale, frisant le génocide, à l'égard de l'un des petits peuples d'U.R.S.S. : les Tatars de Crimée.

Jusqu'à la Seconde guerre mondiale, les Tatars représentaient 23 % d'une population de 875.000 âmes que comptait la presqu'île de Crimée, proclamée en 1918 « République Autonome ».

En 1944, le régime criminel de J. Staline accusa arbitrairement le peuple des Tatars de trahison envers la Patrie et supprima illégalement l'autonomie de la Crimée. Alors que des Tatars capables de porter les armes combattaient l'ennemi nazi au front, des unités armées du N.K.V.D. (Commissariat du peuple à l'intérieur) arrêtaient à l'improviste, le 18 mai 1944, leurs parents, femmes, sœurs et enfants. En l'espace de quelques heures, près de 200.000 personnes furent appréhendées, embarquées dans des wagons de marchandises et dirigées vers les réserves organisées dans les steppes de l'Asie Centrale. Près de la moitié des déportés périrent de faim et des conditions inhumaines du transport. (Il était interdit, durant de longues journées, d'évacuer des wagons les cadavres et les excréments).

Durant les douze années consécutives, les survivants portèrent la marque infamante d'exilés. Après la guerre, à leur démobilisation, les officiers et les soldats de nationalité tatare furent également refoulés dans ces réserves. Même les nourrissons nés en déportation furent considérés comme des traîtres. En 1957, le régime d'exil fut officiellement levé, mais non l'accusation de trahison collective envers la Patrie. Ce fut en vain que les représentants de ce peuple adressèrent des milliers de pétitions au Gouvernement de l'U.R.S.S., exigeant l'annulation de cette injustice.

Enfin le 5 septembre 1967, par décret du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., l'accusation de trahison fut enfin levée, elle aussi. Ainsi se trouva reconnu le caractère absolument injustifié des mesures d'exil prises à l'égard des Tatars de Crimée, de même que la monstruosité des actes du gouvernement soviétique durant la période 1944-1967.

Cependant, malgré leur réhabilitation formelle, les Tatars sont toujours empêchés de retourner en Crimée. Ceux qui s'y rendent malgré tout sont renvoyés de force sur leurs lieux d'exil, même lorsqu'ils réussissent à trouver un logement et du travail en Crimée.

Pour l'envoi de pétitions au gouvernement de l'U.R.S.S., au Soviet Suprême, à la Cour Suprême et à d'autres ins-

tances, les représentants élus de ce peuple font l'objet de persécutions et de poursuites judiciaires. Ainsi, depuis 1959, plus de 200 d'entre eux ont été condamnés à des peines allant de 1 à 7 ans de détention, bien qu'ils aient agi dans les cadres de la constitution de l'U.R.S.S.

Le 21 avril 1968, la troupe et la milice dispersèrent des Tatars de Crimée qui s'étaient réunis à Tchirtchik, ville de la république d'Ouzbékistan, pour y fêter l'anniversaire de la naissance de Lénine, dont le nom est lié dans leur esprit à l'autonomie de la Crimée proclamée en 1918. Il y eut plus de trois cents arrestations à Tchirtchik.

Près de 800 représentants des Tatars de Crimée venus spécialement à Moscou, protestèrent contre l'arbitraire des autorités de la République d'Ouzbékistan. Après qu'ils eurent remis, au gouvernement soviétique, une nouvelle déclaration relative à la résolution du peuple des Tatars de profiter de ses droits pour retourner en Crimée, presque tous furent appréhendés les 16 et 17 mai 1968 et renvoyés, sous bonne garde, en Asie Centrale. Simultanément, quatre représentants de l'intelligentsia tatare furent condamnés à Tachkent à diverses peines de détention.

Le 29 avril 1969, l'ingénieur Gamer Baiev fut condamné à Simféropol à deux années de camp de concentration, ses déclarations publiques en faveur du retour des Tatars en Crimée ayant été considérées comme de « l'agitation antisoviétique ».

Une série de parodies judiciaires se déroulent aujourd'hui à Tachkent à l'encontre de représentants élus du peuple des Tatars de Crimée.

Le 7 mai, dans cette même ville, fut arrêté le Général de brigade P.G. Grigo Enko, ancien titulaire de la chaire de cybernétique à l'Académie militaire de Moscou, et personnalité connue de notre pays. Il s'était rendu à Tachkent sur la demande écrite de 200 Tatars, exigeant qu'il participe comme défenseur civil au procès qui se préparait alors contre un groupe de Tatars de Crimée.

Les actes et la politique du gouvernement soviétique à l'égard du peuple des Tatars de Crimée se trouvent en

contradiction flagrante avec la constitution de l'U.R.S.S. dont l'article 123 déclare que « Toute restriction des droits des citoyens résultant de leur appartenance raciale ou nationale est punie par la loi ».

Les actes et la politique du gouvernement de l'U.R.S.S. à l'égard des Tatars de Crimée violent les articles 2, 3, 7, 8, 9, 10, 19, 20 et surtout l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ratifiée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Au nom de l'opposition russe, le N.T.S. formule l'espoir que votre gouvernement accordera tout l'intérêt nécessaire au sort d'un petit peuple persécuté et confiera à son représentant auprès des Nations Unies la mission de soulever le problème de la discrimination des Tatars de Crimée devant l'Assemblée Générale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Président de l'Union Populaire du Travail.



Le bulletin Rencontres Internationales fait suivre cette lettre des explications rédactionnelles suivantes sur l'affaire du général Grigorenko.

Voici un an les chars de l'Armée rouge pénétraient en Tchécoslovaquie. Aujourd'hui les dirigeants soviétiques ne sont guère plus avancés. Ils se trouvent face au même refus populaire. En U.R.S.S., un phénomène identique de refus se développe. Le jeune écrivain Anatole Kouznetzov, membre du comité directeur depuis quelques mois de la revue « Iounost » (Jeunesse) en remplacement d'Evtouchenko démissionné, vient de demander asile en Grande-Bretagne. Personnage des plus officiels, il avait néanmoins déplu pour avoir écrit un ouvrage sur la démoralisation des classes ouvrières en U.R.S.S.

« Je n'en pouvais plus, dit-il maintenant, de ne pas pouvoir écrire librement une seule ligne. » Kouznetzov

parle aussi du choc moral que l'invasion de la Tchécoslovaquie provoqua dans toute l'intelligentsia. On trouve confirmation de ces deux mobiles désespérés dans l'affaire Grigorenko et des Tatars.

24 % de cadavres en plus ou en moins.

Arrêté le 7 mai dans l'appartement d'un certain Réchat Illiassov à Tachkent (R.S.S. d'Ouzbékistan), le général Pierre Grigorenko, cybernéticien renommé, ancien professeur à l'Académie militaire de Frounzé, n'a toujours pas quitté sa cellule d'isolement ni pu témoigner au procès pour lequel il venait. En effet, parti de Moscou le 2 mai, le général, porteur d'une missive accréditive, était mandaté par deux mille Tatars de Crimée pour participer, en qualité de défenseur public, au procès de onze de leurs représentants qui devait s'ouvrir à Tachkent le 22 mai, mais qui ne commença qu'au début juin. Depuis cette date, on a refusé à Mme Grigorenko la mise en liberté provisoire et sous caution de son mari. On lui censure courrier et téléphone. Elle ignore si son appel à la Fédération internationale féminine et à la Croix Rouge internationale est bien parvenu.

Dès qu'ils connurent l'arrestation du général, les Tatars postèrent des groupes de compatriotes porteurs de pancartes devant l'entrée de la prison. Aussitôt, les fonctionnaires du K.G.B. procédèrent à de nouvelles arrestations. Les correspondants de presse n'ont pratiquement aucune information sur les péripéties du procès de Tachkent. Cependant, on sait que le physicien Rolland Kadyev entreprit une grève de la faim de douze jours. Les accusés et leurs défenseurs demandèrent la présence dans la salle d'audience de journalistes et une retransmission radiodiffusée en direct des débats. Ils demandèrent que le général Grigorenko et Mlle Yenelkina puissent déposer comme témoins. Ils demandèrent la création d'une commission internationale d'enquête chargée d'éclaircir la situation des Tatars. Toutes ces requêtes furent rejetées par le juge. La police saisit les papiers d'identité de tout Tatar stationnant ou manifestant devant le Tribunal.

Cette mesure permettra une arrestation ultérieure pour défaut de pièces d'identité, mais ne paraît en définitive que porter au paroxysme l'exaspération des Tatars dont l'état d'âme rejoint celui des Tchécoslovaques.

Ces événements ne sont en réalité que le dernier épisode connu de la lutte croissante qui oppose la fraction avancée de l'intelligentsia aux tenants du stalinisme. On le comprend bien en examinant l'acte d'accusation des onze Tatars en question, parmi lesquels se trouve le physicien de réputation internationale Rollan Kadyev. Ils sont accusés de calomnies contre le système d'Etat soviétique et, en particulier, d'avoir déclaré que 46 % de la population des Tatars périt en déportation alors que les statistiques officielles n'en reconnaissent que 22 % ! Les Tatars expliquent que cet écart de 24 % concerne les femmes, enfants et vieillards décédés des suites de la déportation et ils demandent que l'on châtie les responsables du massacre au lieu de poursuivre les survivants.

Décidée par Staline, cette déportation est maintenant reconnue comme un génocide. Réhabilités après le règne de Khrouchtchev, les Tatars n'ont pas encore obtenu les autorisations administratives de rentrer chez eux et de reconstituer la République socialiste soviétique de Crimée fondée par Lénine et dont le territoire est actuellement compris dans l'Ouzbékistan.

Je lutterai de toutes mes forces.

De plus en plus âprement depuis deux ans, tout comme les Allemands de la Volga et d'autres peuples de l'Union, les Tatars réclament l'application de la loi de réhabilitation en protestant, en manifestant et par des pétitions (chaque Tatar a au moins signé dix fois). A cela ont répondu la répression de Tchirtchik, l'an dernier (300 blessés), le procès de Simféropol, le procès de Tachkent et l'arrestation du général Grigorenko. Depuis des années, ce dernier soutenait les Tatars appuyant de toute sa fougue les interpellations de l'écrivain marxiste Kosterine, récemment décédé et dont les funérailles furent d'ailleurs l'occasion d'une démonstration épique. Le gé-

néral, les proches de Kosterine, les Tatars, en tout cinq cents personnes bravèrent le K.G.B. qui voulait interdire la cérémonie. Donc, Grigorenko soutenait les Tatars, mais on le vit aussi protester contre les procès d'écrivains, tempêtant aux portes des tribunaux, défendre les manifestants de la place Rouge qui condamnaient, pancartes à l'appui, l'invasion de la Tchécoslovaquie et le retour du stalinisme.

« Je lutterai de toutes mes forces contre le K.G.B., qui représente tout ce qu'il y a d'odieux dans notre pays », écrivait-il aussi au procureur général de l'U.R.S.S., M. Roudenko, en portant plainte à l'occasion d'une perquisition illégale. Dans une autre lettre, datée du 16 mars, Grigorenko écrivait : « Je ne voterai pas dans une élection où il n'y a qu'un seul candidat. »

Levons-nous donc !

Cette défense tous azimuths démontre l'unité d'action, bien qu'informelle, de l'opposition dont certains membres se nomment « communistes démocrates ». Iakimovitch, ce président de kolkhoze contestataire, saluait lui aussi les écrivains Pavel Litvinov et Lavissa Daniel, l'académicien Sakharov, Grigorenko, Soljenitsine, les Tatars, Lettons et Polonais, dans sa « dernière déclaration » écrite quelques heures avant son arrestation à Riga (Lettonie), en décembre dernier. Il terminait sa lettre, diffusée par le samisdat, par ces mots « Communistes, en avant ! La puissance des puissants tient au fait que nous sommes agenouillés. Levons-nous donc ! »

Pour tenter de déconsidérer Iakimovitch, ainsi que le peintre Victor Kouznetsov et l'étudiant Ilvya Rips, arrêtés pour des motifs similaires, l'instruction de leur affaire se solde par un internement dans des infirmeries psychiatriques gérées par des commissions médicales aux mains du K.G.B.

A Moscou, on fait savoir que Victore Feinberg, l'un des manifestants de la place Rouge, a été déclaré dans les mêmes conditions aliéné pour « inakomyslie » (originalité).

Dans les milieux bien informés de la capitale russe on craint que le même sort ne soit réservé au général Grigorenko. Ces procédés, qui ne font guère illusion en Union soviétique, ont fortement indigné le corps médical international dont certains représentants ont l'intention de constituer un bureau d'investigation. On signale aussi que le « Comité international pour la défense des droits de l'homme » s'est profondément ému des violations flagrantes de la Constitution soviétique et de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans ces différents cas.

Les milieux officieux moscovites ont laissé entendre qu'Anatole Martchenko (auteur du livre autobiographique « Mon témoignage sur les camps de concentration contemporains » que la presse a déjà commenté) serait condamné à plusieurs autres années de camp de concentration. Les observateurs estiment que ces rumeurs ont pour but d'habituer l'opinion publique à une prolongation de quelques mois de son séjour, le temps que sa santé soit définitivement compromise. En effet, Martchenko, gravement malade, devait terminer ces jours-ci l'année de camp infligée à la suite de ces protestations contre l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Quant à l'arrestation maladroite du général Grigorenko, elle paraît avoir fait basculer le peuple entier des Tatars dans le camp des « communistes démocrates ». La question de savoir si ces derniers sont vraiment communistes reste tout aussi ouverte que pour les leaders tchécoslovaques dont ils se disent les admirateurs.

L'unité d'action de l'opposition apparaît aussi dans ses protestations véhémentes. Outre les télégrammes de sympathie qui parviennent de l'U.R.S.S. et de l'étranger, la femme et le fils du général, ainsi que Pierre Yakir (l'historien qui vient de dresser un acte d'accusation posthume contre Staline), Ilya Gabay (arrêté depuis), Youli Kim et cinquante autres personnalités ont signé un appel aux citoyens de la Russie en faveur de Grigorenko et l'adressèrent à la « Pravda » et aux « Izvestia ». Pour la première fois, un comité soviétique pour les droits de l'homme fut constitué et adressa une plainte à l'O.N.U.

Un autre de ses membres, Vladimir Borissov, vient d'être arrêté et sa femme chassée de Léninegrad où ils habitaient depuis des années. Des lettres de protestation furent envoyées à Moscou et à Tachkent par Litvinov et Lavissa Daniel de leurs lieux d'exil. Protestation aussi à Léninegrad, Kiev et Kharkov. Se fondant sur la valeureuse conduite du général au cours de la Seconde Guerre, ses amis ont également écrit aux chefs militaires les plus renommés pour qu'ils intercèdent en sa faveur.

Devant cette situation dégradée, il apparaît que les responsables soviétiques, s'ils souhaitent garder une quelconque autorité morale, devront adopter une attitude plus réaliste et humaine que l'internement systématique des citoyens de l'U.R.S.S.

Rudolf Hess, le prisonnier du siècle

Depuis le 10 mai dernier, il y a 28 ans que Rudolf Hess, ex-lieutenant d'Adolf Hitler, se trouve embastillé. Le tribunal de Nuremberg l'a déclaré innocent de tout crime de guerre, mais l'a condamné à la détention perpétuelle pour « complot contre la paix » et pour « préparation à une guerre agressive ». Il appartient aux juristes de dire et aux auditeurs d'estimer s'il est humain de maintenir jusqu'à sa mort un vieillard malade en prison, pour un délit dont des milliers d'hommes politiques et de militaires se sont rendus notoirement coupables dans le monde entier. Ce n'est pas en tout cas l'avis de nombreux évêques, savants, écrivains, diplomates qui sont intervenus en faveur de la libération de Rudolf Hess, ni celle des soixante-cinq mille pétitionnaires qui ont demandé qu'on le transfère au moins dans un autre lieu.

Cet homme a soixante-quinze ans. Il est le seul détenu d'une immense prison de six cents cellules, dont l'entretien coûte à la République fédérale plus d'un million de nouveaux francs chaque année. Il est surveillé par cinquante gardiens renforcés par une garnison de six cents soldats. L'administration du pénitencier est assurée, à

tour de rôle, par chacune des quatre puissances victorieuses. La prison de Spandau se trouve dans le secteur occidental de l'ancienne capitale, ce qui permet aux Russes d'y affirmer leur présence un mois sur quatre.

On a attribué le refus des Soviétiques d'accorder la grâce du condamné, ou de permettre son transfert, au fait qu'ils voient en lui l'homme qui a tenté de rétablir la paix entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne dans le seul but de permettre au Reich de vaincre plus facilement la Russie communiste. Mettre au compte des Soviétiques tant de rancune sentimentale me semble faire preuve de quelque naïveté. En réalité, le sort de ce prisonnier de 75 ans les indiffère. Ce qu'ils veulent, c'est qu'il vive le plus longtemps possible, parce que tant qu'il sera à Spandau, ils auront le droit d'envoyer un contingent de soldats, flanqués d'officiers, de cerbères et d'un médecin, dans le secteur occidental de Berlin.

Voyons maintenant ce qu'il en est du côté des trois alliés de l'Ouest. Les milieux avertis savent que si l'Angleterre, les Etats-Unis et la France voulaient vraiment modifier le destin tragique de Hess, ils pourraient le faire très légalement. Il suffirait que l'un d'eux déclare qu'il n'assumera plus la surveillance et les charges de la prison. A partir de ce moment, l'administration collective devrait être dissoute et le prisonnier remis aux soins de la Grande-Bretagne, car c'est elle qui a arrêté Rudolf Hess. Malheureusement, Spandau est le dernier lien qui subsiste à Berlin entre ces trois pays et l'Union soviétique. C'est leur seul lieu de rencontre. Transférer Hess dans un autre endroit, ce serait supprimer l'ultime point de contact direct et rompre les ponts.

On le voit, la politique a des raisons que la raison ignore. Peu importe que selon un usage en vigueur dans toutes les nations civilisées, une condamnation à vie soit en général levée après vingt ou vingt-cinq ans d'incarcération. Peu importe que Rudolf Hess soit infiniment moins coupable qu'une quantité de vrais criminels dont la peine a été moindre ou qui n'ont jamais été inquiétés. Peu

importe que Churchill lui-même ait écrit dans ses Mémoires que le prisonnier de Spandau avait depuis longtemps payé son aveuglement candide. Tout cela ne compte point au regard de ce qu'on appelle la raison d'Etat. On regrette de devoir le dire, mais dans cette affaire assez sordide, une certaine bassesse d'âme ou de caractère n'est pas seulement du côté des Soviets.

Paul C. BERGER.

Le gérant : Maurice BARDECHE
 Imprimerie H. DEVE & Cie — EVREUX
 N° D'IMPRIMEUR : 914

EXTRE

A C

Franç
 B. de
 nine
 Pierre
 Pierre
 Rober

ŒUV

Poème
 Lettre
 Chénic
 Les Q
 Domr
 Lettre

ŒUV

Le vé
 Le Dra

ŒUV

Alerte
 Le Pé
 U.R.S.
 Abd-el
 Enquê
 Les S
 L'Aven

ŒUV

Lettre
 Nurem
 Nurem
 Les Te
 L'Œuf
 Qu'est
 Une le

COLLE

La Jeu
 La Qu
 Crimes
 Drame

L'agres

Les N
 Le Rid
 La Co

Remise

Envoi

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

17, rue Bréa - Paris (6^e) - B.P. 16.06

ACTUALITE

François DUPRAT. — Histoire des SS	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	15,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60	7,50
Chénier	6,00
Les Quatre Jeudis	épuisé
Domrémy	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,90

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	18,00
Le Drame des Juifs Européens	18,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	9,00
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit)	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	15,00
Les Temps Modernes	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb	9,00
Qu'est-ce que le fascisme?	épuisé
Une lecture de Balzac	épuisé

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer rouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris

Vient de paraître

LES SEPT COULEURS, B.P. 46-06, Paris (6^e)

Maurice Bardèche

SPARTE
ET LES
SUDISTES

L'ouvrage politique le plus important de Maurice Bardèche

Un volume in-16 Jésus de 192 pages 15 F